

# CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.484  
7 février 1989

FRANCAIS

---

## COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT QUATRE-VINGT-QUATRIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève  
le mardi 7 février 1989, à 10 heures

Président : M. Aldo PUGLIESE (Italie)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouvertes la session de 1989 et la 484ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

C'est un honneur et un privilège pour la délégation italienne, et pour moi-même, d'assumer la présidence de la Conférence durant le mois de février, et je m'engage à faire de mon mieux pour que nos travaux démarrent sans tarder.

Je suis certain que tous les membres de la Conférence ont appris avec tristesse le décès, en octobre dernier à New York, de Mlle Aida Levin. Aida Levin était une fonctionnaire compétente, intelligente et douée d'une grande vivacité d'esprit. Elle avait collaboré étroitement avec tous les membres de la Conférence du désarmement, en particulier en qualité de secrétaire des comités spéciaux sur le Programme global de désarmement et sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Nous ne devrions jamais oublier son sens exceptionnel de l'humour, qui a souvent permis de se tirer de certaines situations fort délicates. Mlle Levin entretenait également des rapports très amicaux avec tous les membres de la Conférence. Elle possédait des qualités personnelles et professionnelles hors du commun, ainsi qu'une profonde sensibilité et une personnalité empreinte de chaleur et de sincérité. A notre avis, elle représentait un fonctionnaire modèle pour le secrétariat et je puis dire en toute sincérité qu'elle nous manquera beaucoup. Je voudrais vous inviter à observer avec moi une minute de silence afin de rendre hommage à la mémoire de Mlle Aida Levin.

\* \* \*

La Conférence et le public observent une minute de silence à la mémoire de Mlle Aida Levin.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Nous allons maintenant poursuivre nos travaux. Je voudrais adresser notre gratitude et nos remerciements à l'Ambassadeur Ali Shams Ardakani, de la République islamique d'Iran, pour l'efficacité et le sérieux avec lesquels il a présidé la Conférence durant le mois de septembre et pendant l'intersession. Son expérience de diplomate, son tact et son dévouement à l'égard des travaux de la Conférence ont permis de résoudre un certain nombre de questions délicates auxquelles faisait alors face la Conférence.

En ma qualité de Président de la Conférence, je voudrais, en votre nom à tous, accueillir chaleureusement les nouveaux représentants qui viennent d'arriver pour la session de 1989 : les Ambassadeurs Marcel Houillez, de la Belgique, Peter Dietze, de la République démocratique allemande, Carl-Magnus Hyltentijs, de la Suède, Ahmad Kamal, du Pakistan, et David Reese, de l'Australie. Nous nous réjouissons à l'idée de collaborer avec eux et je suis certain que la Conférence peut compter sur leur appui précieux dans l'exercice de ses responsabilités importantes.

Je voudrais saluer nos collègues qui nous ont quittés pendant l'intersession pour remplir d'autres fonctions : les Ambassadeurs Constant Clerckx, de la Belgique, Rolf Ekéus, de la Suède, Miloš Vejvoda, de la Tchécoslovaquie, et Kemal Hacene, de l'Algérie. Nous leur présentons nos meilleurs vœux de succès dans leurs activités futures.

(Le Président)

Il est de tradition qu'un nouveau président prononce une allocution liminaire lorsqu'il prend ses fonctions. Permettez-moi, par conséquent, de dire quelques mots à cette occasion.

La Conférence du désarmement reprend ses travaux à un moment où, sur le plan international, des faits nouveaux favorables semblent justifier, de la part des gouvernements et dans l'opinion publique, un regain d'espoir et une nouvelle attente de progrès décisifs vers un renforcement de la paix et de la stabilité par une réduction radicale des armements.

Après le sommet de Moscou, tenu au printemps de 1988, la Réunion soviéto-américaine du 7 décembre a confirmé la tournure positive qu'avaient prise les relations entre les Etats-Unis et l'URSS, en marquant une stabilisation continue du dialogue bilatéral et un nouveau progrès notable vers la solution des problèmes importants qui se posent en matière de maîtrise des armements.

A l'échelon multilatéral, deux événements très significatifs sont à signaler : il y a, d'une part, l'issue positive de la Réunion de Vienne où les Etats participant à la CSCE ont, entre autres, établi les conditions préalables à l'ouverture de négociations nouvelles et prometteuses sur les forces armées conventionnelles et les mesures de confiance et de sécurité en Europe. L'autre événement d'envergure est l'aboutissement de la Conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques.

Nous traversons donc, sur le plan des relations internationales, une phase très particulière, offrant des possibilités qu'il ne faudrait pas négliger.

Le désarmement n'a peut-être jamais autant promis - les signes ont convaincu même les plus sceptiques et justifié les efforts tenaces et patients déployés pendant des années pour le négocier.

Il est à espérer que, venant à la suite de l'application progressive du Traité FNI et de la convergence croissante des volontés constatée dernièrement à Moscou, l'intensification des pourparlers entre les Etats-Unis et l'Union soviétique aboutira sous peu à de nouveaux accommodements importants.

Je tiens à noter en particulier que de larges secteurs de l'opinion attendent des actes décisifs dans la voie vers un accord qui réduirait de façon radicale les arsenaux nucléaires stratégiques, c'est-à-dire les armes les plus terribles et les plus menaçantes, dans l'optique d'une stabilité stratégique accrue.

Sans être pleinement satisfaits des résultats obtenus à ce jour en ce qui concerne les questions de désarmement, dans le cadre des instances ou des négociations multilatérales, nous avons néanmoins de bonnes raisons d'envisager l'avenir avec un certain optimisme.

Tout d'abord, il faut apprécier à leur juste valeur les progrès accomplis au cours de ces derniers mois sur certaines questions importantes, en particulier sur le plan des négociations d'une interdiction des armes chimiques.

(Le Président)

Par ailleurs, même si les résultats de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et le fait que les participants n'ont pu y adopter de document final ont largement déçu la communauté internationale, cette récente réunion a tout de même été une grande occasion de réfléchir ensemble et a aidé à préciser les difficultés existantes ainsi que les solutions techniques et politiques qui pourraient y être apportées.

Troisièmement, il faut reconnaître qu'il y a bien eu, à la session de 1988 de la Conférence, entre autres, quelques signes de progrès encourageants, sinon concluants, en ce qui concerne la question délicate d'une interdiction des essais nucléaires.

Quatrièmement, à certains égards, les travaux accomplis et les résultats obtenus par la Première Commission de l'Assemblée générale, à New York, ont été nettement plus significatifs et encourageants à la quarante-troisième session qu'ils ne l'avaient été depuis plusieurs années.

Sans apporter de solution historique marquante, cette session a néanmoins mis en évidence l'existence d'un climat constructif et d'un désir collectif d'étendre les domaines d'accord sur nombre de questions importantes.

Enfin, comme je l'ai déjà fait observer, la Conférence sur l'interdiction des armes chimiques tenue récemment à Paris a été un événement des plus significatifs - elle a parfaitement atteint son but, en particulier du fait que les Etats participants s'y sont explicitement engagés à faire aboutir, dans les délais les plus rapprochés, les négociations relatives à une interdiction universelle, générale et effectivement vérifiable des armes chimiques.

Nous reconnaissons tous qu'il incombe tout particulièrement aux principales puissances de s'attacher à prévenir la guerre, à éviter les tensions internationales et à réduire leurs arsenaux d'armes nucléaires et classiques; mais il incombe aussi bien à chaque pays de faire tout son possible pour contribuer à la réalisation de ces nobles objectifs.

Préserver la paix et la sécurité mondiales, et parvenir à un désarmement véritable - voilà ce à quoi aspirent tous les peuples. C'est aussi la principale tâche de la Conférence du désarmement.

Je crois donc qu'il nous appartient à tous de fournir l'occasion de donner une nouvelle impulsion au processus de désarmement, en travaillant avec détermination à la réalisation des objectifs du désarmement et en évitant absolument de laisser les négociations multilatérales glisser dans une impasse qui trancherait sur le dynamisme caractérisant les négociations bilatérales.

Le climat plus favorable qui règne désormais devrait inciter la Conférence du désarmement à obtenir des résultats plus concrets. Qu'il me soit permis, à ce propos, de m'arrêter tout particulièrement sur les négociations relatives à une interdiction complète des armes chimiques.

(Le Président)

J'ai déjà mentionné les résultats importants de la Conférence de Paris et les progrès significatifs enregistrés à la dernière session par le Comité spécial, dont les débats ont été dirigés avec compétence par l'Ambassadeur Sujka, auquel nous sommes reconnaissants.

Nous devrions donc être en mesure, à présent, d'accélérer le processus des négociations et faire tout notre possible pour parvenir à un accord final dans les délais les plus brefs.

Si les négociations relatives aux armes chimiques revêtent une importance particulière à ce stade, il est aussi tout à fait opportun, à mon sens, que la Conférence se penche avec une même bonne volonté et dans un même esprit constructif sur toute la gamme des questions inscrites à son ordre du jour - des armes nucléaires à l'espace et au Programme global de désarmement.

En ma qualité de président, je chercherai à explorer toutes les voies susceptibles de conduire au règlement des divers problèmes auxquels nous devons nous attaquer, afin d'engager des travaux de fond sans tarder.

Je ne sous-estime pas les multiples difficultés que cela implique, mais je ne ménagerai aucun effort pour m'acquitter de mon mieux des tâches qui m'incombent en tant que Président de la Conférence pour le mois de février; naturellement, j'entends collaborer à cette fin le plus étroitement possible avec chaque délégation et compterai, cela va de soi, sur le concours et la souplesse de tous.

Je sais, aussi, que l'Ambassadeur Komatina, Secrétaire général de la Conférence du désarmement et représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU, l'Ambassadeur Berasategui, Secrétaire général adjoint de la Conférence, et leurs collaborateurs apporteront comme toujours, par leur aide précieuse, une contribution importante aux efforts faits par le Président.

Ainsi se termine ma déclaration d'ouverture.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général de la Conférence, l'Ambassadeur Miljan Komatina, qui, en sa qualité de Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU, va donner lecture d'un message que nous adresse M. Javier Pérez de Cuéllar.

M. KOMATINA (Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU) (traduit de l'anglais) : Puisque vous m'avez aimablement donné la parole, je voudrais tout d'abord transmettre aux membres de la Conférence ainsi qu'à vous-même les remerciements sincères de tous les collègues de Mlle Aida Levin pour l'hommage qui lui a été rendu ce matin. Nous ressentons profondément la disparition de Mlle Levin, qui était douée d'une grande chaleur humaine et dont les compétences et les connaissances remarquables en matière de désarmement, de même que son dévouement professionnel, faisaient d'elle l'un des membres les plus précieux du secrétariat de la Conférence.

Je vais maintenant donner lecture du message du Secrétaire général adressé à la Conférence du désarmement.

(M. Komatina, Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU)

Nous assistons actuellement à la naissance d'une évolution exceptionnelle et déterminante des relations internationales. Sur bien des terrains, l'affrontement fait place au dialogue. Les dispositions du premier accord de désarmement nucléaire jamais conclu, le Traité FNI, sont mises en oeuvre dans le cadre d'accords de vérification qui, il y a encore quelques années, ne semblaient pas réalisables. Les relations entre les deux plus grandes puissances militaires ont pris une tournure plus positive. Les échanges de vues sur différents problèmes de désarmement, depuis les conversations bilatérales sur les questions nucléaires et spatiales qui se tiennent à Genève jusqu'à l'accord conclu récemment à Vienne pour engager des négociations sur les forces armées classiques en Europe, sont les indices d'une tendance constructive toute nouvelle.

L'amélioration du climat des relations internationales résulte de l'action de forces puissantes et diverses dans la vie internationale. Mais c'est l'Organisation des Nations Unies qui est le point de convergence de ces forces et qui leur donne expression. La participation des Nations Unies à la recherche de solutions à divers conflits régionaux est un élément essentiel de la marche vers la paix, la justice et la stabilité. C'est pourquoi on reconnaît de nouveau que l'Organisation joue un rôle irremplaçable dans les affaires mondiales et que l'approche des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales doit absolument être multilatérale. Si les problèmes de limitation des armements et de désarmement peuvent et doivent être abordés aussi aux niveaux bilatéral, régional et sous-régional, rien ne peut remplacer des mesures globales de désarmement. Un certain nombre de problèmes critiques de désarmement ne peuvent trouver de solution durable que dans un cadre global. C'est pourquoi, et aussi parce que l'on n'a pas su trouver de solutions de ce genre pendant la dernière décennie, il est de plus en plus nécessaire de tirer pleinement parti du mécanisme existant pour négocier des mesures multilatérales de désarmement.

De ce point de vue, l'année 1989 a bien commencé. La Conférence sur l'interdiction des armes chimiques tenue récemment à Paris - et à ce propos je tiens à remercier de nouveau le Gouvernement français d'avoir accueilli la Conférence - a élaboré une Déclaration finale énonçant clairement l'engagement de ne pas utiliser d'armes chimiques et condamnant sans la moindre équivoque leur emploi. La Conférence a abordé diverses questions se rapportant au rôle que les Nations Unies peuvent jouer en ce qui concerne l'interdiction de l'emploi des armes chimiques. A ce sujet, j'ai pris note du désir des Etats participants de voir bientôt achevés les travaux entrepris pour renforcer l'efficacité des procédures actuelles d'enquête sur des violations présumées. Je puis vous donner l'assurance que le Secrétariat fera tout son possible pour appliquer les parties pertinentes de la Déclaration finale.

A l'ouverture de la Conférence de Paris, j'ai adjuré les membres de la Conférence du désarmement d'accélérer le rythme des négociations de Genève et de conclure le plus tôt possible une convention globale sur l'interdiction des armes chimiques qui pourrait bénéficier d'un soutien universel. La Déclaration finale de la Conférence de Paris, ainsi que les résolutions adoptées par consensus à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale sur la question des armes chimiques, traduisent l'accord de la communauté internationale sur la nécessité de conclure dans les plus brefs délais

(M. Komatina, Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU)

une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi de toutes les armes chimiques ainsi que sur leur destruction. Pour être efficace, un tel accord doit être de portée universelle et, par conséquent, il incombe à la Conférence du désarmement de s'employer, comme il est dit dans la Déclaration finale de la Conférence de Paris, "à résoudre promptement les problèmes qui demeurent". J'espère vivement que cet engagement, pris à un niveau politique si élevé, contribuera à accélérer le rythme de vos négociations.

La Conférence du désarmement est toujours chargée d'examiner un certain nombre d'autres questions importantes de caractère global, qui exigent elles aussi des décisions urgentes au niveau multilatéral. Parmi ces questions, certaines se rapportent au désarmement nucléaire, et en particulier à l'interdiction des essais nucléaires et à la prévention de la course aux armements dans l'espace. Le progrès dans ces domaines peut contribuer de façon décisive à la réalisation des objectifs reconnus dans le domaine du désarmement. A mesure que la situation internationale s'améliore, la Conférence, qui est le seul organe où ont lieu des négociations multilatérales sur le désarmement, doit se montrer à la hauteur des tâches qui l'attendent.

Je vous souhaite de réussir pleinement dans vos négociations.

Ainsi se termine le message du Secrétaire général.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU d'avoir donné lecture du message de M. Pérez de Cuéllar. Je voudrais le prier de transmettre à ce dernier nos remerciements pour ce message dont, j'en suis sûr, ont pris bonne note les membres de la Conférence.

Le Secrétaire général de l'ONU nous a également adressé une lettre transmettant les résolutions et décisions concernant le désarmement qui ont été adoptées par l'Assemblée générale à sa quarante-troisième session. Ce document a été distribué aujourd'hui sous la cote CD/879.

Je tiens également à me féliciter de la présence, aujourd'hui dans cette salle, des membres du Comité spécial des ONG pour le désarmement, qui tient sa session de printemps au Palais des Nations. Ce Comité m'a adressé une communication dans laquelle il souhaite à la Conférence le succès dans la solution de ses problèmes et souligne également l'importance et l'urgence pour la Conférence du désarmement de conclure dès que possible une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation des armes chimiques et sur leur destruction.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants du Mexique, de la Suède, des Etats-Unis d'Amérique, du Kenya et de la Belgique, ainsi que, si le permettent les conditions météorologiques à l'aéroport de Genève, le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères de la France, Son Excellence Monsieur Roland Dumas.

Je donne maintenant la parole au premier orateur de la présente session, le représentant du Mexique, l'Ambassadeur García Robles.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Au seuil de nos travaux qui correspondent à la onzième session de la Conférence du désarmement, je suis sûr que ses membres estimeront naturel que nous disions combien nous regrettons la disparition de celle qui fut le bras droit du secrétariat dans divers organes subsidiaires de la Conférence, notamment le Comité sur le Programme global de désarmement que j'ai l'honneur de présider depuis 1981 : Mlle Aida Luisa Levin.

J'ai le plaisir d'offrir nos félicitations à notre président pour le mois de février, le chef de la délégation italienne, l'Ambassadeur Aldo Pugliese. Il lui revient de diriger nos délibérations en un moment propice, à la suite de la Conférence de Paris qui facilitera, à n'en pas douter, nos travaux sur l'une des questions les plus importantes de notre ordre du jour, l'élimination des armes chimiques. Je crois qu'il est opportun à cet égard de souhaiter la bienvenue à celui qui a dirigé de façon magistrale la Conférence de Paris, le Ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, auquel les conditions météorologiques permettront, je le souhaite comme vous, Monsieur le Président, de s'adresser à nous à la présente séance. Je voudrais féliciter maintenant celui qui a occupé la présidence de la Conférence durant la période la plus longue de son calendrier - l'intersession -, l'Ambassadeur Ali Shams Ardakani, ainsi que le Secrétaire général de la Conférence et Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU, l'Ambassadeur Miljan Komatina, et le Secrétaire général adjoint, l'Ambassadeur Vicente Berasategui.

Je voudrais également partager les paroles de bienvenue adressées par le Président aux représentants des Etats membres de la Conférence qui se joignent aujourd'hui à nous, les distingués représentants de l'Australie, de la Belgique, de la Suède, de la République démocratique allemande et du Pakistan.

Parmi les nombreux thèmes figurant à l'ordre du jour de notre Conférence, je n'en retiendrai pour les examiner que trois dont l'importance et l'actualité justifient pleinement ce choix : l'interdiction des essais d'armes nucléaires, l'élimination des armes chimiques et l'adoption d'un programme global de désarmement.

En ce qui concerne le premier d'entre eux, il est évident que la quasi-totalité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies est convaincue de ce que la cessation complète des essais d'armes nucléaires, à l'étude depuis plus de 30 ans, est pour notre Organisation un objectif fondamental dans le domaine du désarmement, auquel l'Assemblée a plusieurs fois demandé que soit accordée la priorité la plus élevée.

Dans le préambule de la résolution qu'elle a adoptée l'an dernier sur le point 52 A de l'ordre du jour de la Première Commission, l'Assemblée générale a souligné qu'à huit occasions différentes, elle avait condamné ces essais dans les termes les plus énergiques et qu'elle se déclarait convaincue que la continuation de ces essais intensifierait la course aux armements, accroissant ainsi le risque de guerre nucléaire.



(M. García Robles, Mexique)

On se souvient aussi des paroles prononcées par le Secrétaire général qui a souligné, il y a plus de 10 ans, qu'aucun accord multilatéral ne contribuerait davantage à limiter le perfectionnement des armes nucléaires et aussi qu'un traité général portant interdiction des essais constituerait la meilleure preuve d'une véritable volonté de progrès dans le sens du désarmement nucléaire.

D'autre part, dans le préambule de la résolution qu'elle a approuvée, l'Assemblée a fait observer également que la troisième Conférence des parties chargées de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, dans sa Déclaration finale de 1985, avait instamment invité les Etats dotés d'armes nucléaires parties au Traité à reprendre les négociations trilatérales et tous les Etats dotés d'armes nucléaires à participer d'urgence, dans le cadre de la Conférence du désarmement, à la négociation et à la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, question hautement prioritaire. Elle a aussi rappelé que les dirigeants des six Etats participant à l'initiative des cinq continents pour la paix et le désarmement avaient affirmé dans la Déclaration de Stockholm, adoptée le 21 janvier 1988, que "l'on ne saurait accepter un accord qui permette de poursuivre les essais".

Le dispositif de la même résolution 43/53 A, qui a été adoptée par l'Assemblée le 7 décembre dernier, est encore plus catégorique. L'Assemblée s'y déclare de nouveau très préoccupée de constater que les essais d'armes nucléaires se poursuivent sans frein, contre le vœu de l'écrasante majorité des Etats Membres; réaffirme sa conviction que la conclusion d'un traité ayant pour objet d'interdire à tout jamais et pour tous les Etats toutes les explosions nucléaires expérimentales revêt la plus haute priorité, et aussi sa conviction qu'un tel traité constituerait une contribution de la plus haute importance à la cessation de la course aux armements nucléaires.

L'Assemblée prie ensuite une fois de plus instamment tous les Etats dotés d'armes nucléaires, en particulier les trois puissances dépositaires du Traité de Moscou, de chercher à assurer à une date rapprochée et à tout jamais l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires et d'accélérer les négociations à cette fin; engage tous les Etats membres de la Conférence du désarmement à inciter la Conférence à créer, au début de sa session de 1989, un comité spécial en vue de la négociation multilatérale d'un traité sur la cessation complète des explosions nucléaires expérimentales; recommande à la Conférence que ce comité spécial comprenne deux groupes de travail chargés, respectivement, d'examiner les questions suivantes qui sont étroitement liées : contenu et champ d'application du Traité, respect des dispositions et vérification, et elle conclut en décidant d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-quatrième session la question intitulée "Cessation de toutes les explosions nucléaires expérimentales".

Cette résolution qui, comme je l'ai dit, porte la lettre A au point 52 de l'ordre du jour, est suivie d'une deuxième portant la lettre B. Celle-ci a pour objet d'exprimer l'accueil favorable réservé par l'Assemblée à la présentation aux gouvernements dépositaires du traité partiel d'une proposition d'amendement à ce traité, reproduite dans le document CD/852 du 5 août 1988, qui devrait être examinée à une conférence des parties,

(M. García Robles, Mexique)

conformément à l'article II du Traité. L'amendement suggéré est très simple car il consiste principalement à ajouter un article VI disposant que les protocoles annexés au Traité constituent une partie intégrante de celui-ci et à le faire suivre de deux protocoles dont le principal est le protocole I, qui s'énonce comme suit :

"Les Etats parties au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau sont convenus, afin d'arriver à l'interdiction permanente de toutes les explosions nucléaires, y compris toutes les explosions souterraines de ce type, de prendre les engagements suivants outre ceux qu'ils ont contractés en vertu de l'article premier de ce Traité :

1. Chacune des Parties au présent Protocole s'engage à interdire, à empêcher et à s'abstenir d'effectuer toute explosion expérimentale d'arme nucléaire ou toute autre explosion nucléaire, en tout lieu relevant de sa juridiction et de son contrôle :

a) sous terre; ou

b) dans tout autre lieu non indiqué à l'article premier, paragraphe 1, alinéa a) du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique ou sous l'eau.

2. Chacune des Parties au présent Protocole s'engage en outre à s'abstenir de provoquer ou d'encourager l'exécution - ou de participer de quelque manière que ce soit à l'exécution - de toute explosion expérimentale d'arme nucléaire, ou de toute autre explosion nucléaire, qui aurait lieu où que ce soit dans l'un quelconque des milieux indiqués au paragraphe 1 du présent Protocole."

A titre d'information, je me permettrai d'ajouter que l'amendement proposé par les six Etats parties, cinq conjointement (Indonésie, Mexique, Pérou, Sri Lanka et Yougoslavie) et le sixième (Venezuela) séparément, devra être examiné prochainement dès que le nombre total d'Etats qui le demandent atteindra le tiers ou plus des parties, date qui paraît assez proche car il ne manque plus que neuf demandes, qui ajoutées aux 30 déjà reçues devraient rendre obligatoire la convocation de la conférence d'amendement dont il s'agit.

La garantie de pouvoir obtenir une vérification appropriée de l'interdiction totale des essais et l'importance de celle-ci en tant que mesure prioritaire pour mettre fin à la course aux armements nucléaires ont été mises en relief le 27 juin 1985 par M. Olof Palme, alors Premier Ministre de Suède, dans le discours inaugural du colloque organisé par le Groupe de Bellerive qui s'est déroulé à Genève et au cours duquel l'illustre homme d'Etat, assassiné quelques mois plus tard, a notamment déclaré ce qui suit :

(M. García Robles, Mexique)

"Un traité interdisant tous les essais d'armes nucléaires constituerait à lui seul la mesure la plus importante pour freiner la course aux armements nucléaires du point de vue qualitatif. Il compléterait utilement les négociations bilatérales en diminuant les risques que les réductions d'arsenaux éventuellement convenues lors des discussions sur les armements stratégiques ne soient annulées par la mise au point de nouveaux systèmes nucléaires. Le travail effectué dans ce secteur par des experts de mon pays m'a depuis longtemps convaincu que les connaissances et les possibilités scientifiques et techniques existantes permettent de vérifier de façon appropriée un traité interdisant tous les essais d'armes nucléaires."

La deuxième des questions que j'examinerai, comme je l'ai annoncé, concerne une convention en vue de l'élimination des armes chimiques ou, pour utiliser les termes officiellement utilisés, une convention "sur l'interdiction complète et efficace de la mise au point, de la fabrication et du stockage de toutes les armes chimiques et sur leur destruction", tâche poursuivie opiniâtrement par la Conférence du désarmement et à laquelle ma délégation a activement participé.

A ce sujet il faut souligner l'importance de la Conférence des Etats parties au Protocole de Genève de 1925 et des autres Etats intéressés, qui s'est tenue à Paris du 7 au 11 janvier dernier sous la présidence de M. Roland Dumas, Ministre des affaires étrangères de la République française. A la séance inaugurale de cette Conférence, M. François Mitterrand, Président de la République, a déclaré notamment :

"[Le] Protocole [de Genève] constitue la seule règle internationale s'appliquant aux armes chimiques et le demeurera jusqu'à ce que prenne place dans le droit international l'accord en cours de négociation. Mais s'il peut être périlleux de tenter d'amender le Protocole, il est en revanche indispensable de le confirmer et de déclarer que ne sera plus jamais trahi l'engagement qu'il contient. Car c'est cela, me semble-t-il, qui est attendu de ceux qui sont ici réunis, la proclamation solennelle que les Etats refusent l'usage de l'arme chimique et jugent impératif de la faire disparaître de la face du monde. Rappel d'un interdit juridique, politique et moral, expression d'une détermination ardente à parvenir à l'interdiction non seulement de l'usage mais aussi de la fabrication, du stockage, des transferts : tels sont les deux objectifs de notre conférence. L'un et l'autre sont liés. On ne parviendra pas à l'interdiction complète si l'on ne réaffirme pas aujourd'hui la prohibition de l'usage. Cette prohibition sera à son tour d'autant mieux assurée que la fabrication, le transfert et le stockage seront devenus impossibles."

Le Mexique est partie au Protocole de Genève depuis 1932 et, je suis fier de le dire, sans aucune réserve. Pendant les 70 années écoulées depuis cette date, il a non seulement respecté scrupuleusement les obligations qu'il avait alors contractées, mais il a aussi démontré dans les faits sa détermination de ne jamais recourir aux armes chimiques. Nous avons accueilli avec satisfaction les dispositions de la Déclaration finale de la Conférence de Paris au cours de laquelle ont été approuvées par consensus des dispositions telles que les suivantes :

(M. García Robles, Mexique)

"Les Etats participants sont décidés à faire progresser la paix et la sécurité internationales dans le monde entier conformément à la Charte des Nations Unies et à promouvoir des mesures effectives de désarmement. Dans ce contexte, ils sont résolus à prévenir tout recours aux armes chimiques en les éliminant complètement. Ils affirment solennellement leurs engagements de ne pas utiliser d'armes chimiques et condamnent un tel emploi. Ils se déclarent à nouveau profondément préoccupés par les violations récentes telles qu'elles ont été établies et condamnées par les organes compétents des Nations Unies. Ils approuvent l'aide humanitaire accordée aux victimes de l'utilisation des armes chimiques ...

Les Etats participants soulignent la nécessité de conclure à une date rapprochée une Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi de toutes les armes chimiques ainsi que sur leur destruction. Cette Convention sera universelle, générale et d'application effectivement vérifiable. Elle devrait être de durée illimitée. A cette fin, les Etats participants engagent la Conférence du désarmement de Genève à redoubler d'efforts, de toute urgence, pour résoudre promptement les problèmes qui demeurent et conclure la Convention dans les délais les plus rapprochés. Tous les Etats sont invités à apporter de manière appropriée une contribution significative aux négociations de Genève en déployant des efforts dans les domaines pertinents."

Il faut aussi prendre en considération à ce sujet que, comme l'a souligné le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans l'allocution qu'il a prononcée à l'occasion de cette même Conférence de Paris, si la menace chimique était éliminée, cela représenterait non seulement un triomphe retentissant pour les négociations multilatérales mais aussi un succès notable pour la cause du désarmement multilatéral et de la paix et de la sécurité internationales, totalement en accord avec les objectifs de la Charte des Nations Unies.

Une conclusion s'impose, à savoir que les armes chimiques doivent disparaître. Les souffrances inhumaines qu'elles provoquent aussi bien parmi les militaires que parmi les civils innocents n'ont plus de place dans le monde civilisé d'aujourd'hui. Il faudra donc redoubler d'efforts à la Conférence du désarmement pour conclure dès que possible la convention en vue de l'élimination des armes chimiques. C'est une condition fondamentale que nous ne devons pas oublier dans nos travaux : cette convention ne représentera aucune menace pour la sécurité d'aucun Etat; elle renforcera au contraire la sécurité de tous.

J'en viens maintenant au troisième et dernier point que je souhaiterais examiner dans la présente intervention comme je l'ai indiqué en premier lieu. Il s'agit du point intitulé "Programme global de désarmement", dont la Conférence du désarmement a commencé de s'occuper depuis 1980 par l'intermédiaire d'un Comité spécial dont j'ai eu l'honneur d'assumer la présidence depuis 1981.

(M. García Robles, Mexique)

Le dernier rapport que le Comité spécial a présenté à la Conférence du désarmement, et qui se trouve reproduit intégralement dans le rapport soumis à l'Assemblée générale, rend compte en détail de tous les travaux effectués en 1988. Il commence par un bref résumé des travaux du Comité et de la documentation dont il a disposé. Il fait ensuite état de quelques progrès réalisés pour harmoniser les positions et réduire les points de désaccord, faisant ressortir néanmoins que, pendant la brève période dont il a disposé, il n'a pas été possible de parvenir à un accord sur tous les points encore en suspens et que le Comité est donc convenu de reprendre ses travaux au début de la session de 1989, avec la ferme intention de terminer l'élaboration du Programme en vue de sa présentation à l'Assemblée générale au plus tard à sa quarante-quatrième session.

La brève introduction que je viens de citer comporte une longue annexe d'une trentaine de pages de texte serré où sont reproduites les dispositions que pourrait contenir le Programme. Ces dispositions sont regroupées en six chapitres intitulés comme suit : Introduction, Objectifs, Principes, Priorités, Mesures de désarmement, Mécanismes et procédures.

En ce qui concerne les quatre premiers chapitres et le sixième et dernier d'entre eux, le Comité spécial est parvenu à faire des progrès très considérables. Il ne reste que très peu de points sur lesquels on ne se soit pas mis d'accord en ce qui concerne l'introduction, les objectifs, les priorités, et les mécanismes et procédures. On peut affirmer qu'il suffirait de demeurer fidèle au Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement pour résoudre toute question qui pourrait se poser au sujet de ces chapitres. On peut en dire autant du chapitre relatif aux principes, même si le nombre de crochets y est nettement supérieur par rapport aux chapitres précédemment cités.

En ce qui concerne le chapitre V, qui traite des mesures de désarmement, il faut tenir compte du fait que les Etats-Unis et l'Union soviétique sont parvenus à adopter des accords positifs, dont la "Déclaration commune de la Réunion au sommet de Moscou" du 1er juillet 1988 fournit un exemple éloquent en ce qui concerne les efforts qui pourraient être réalisés conjointement pour arrêter et inverser la course aux armements et éviter la prolifération des armes nucléaires.

En ce qui concerne la création de zones dénucléarisées, on est parvenu à un consensus sur la majorité des éléments fondamentaux indispensables pour réaliser cet objectif. De même il a été possible de préciser les obligations et responsabilités, tant des Etats dotés d'armes nucléaires que de ceux qui n'en sont pas dotés, concernant les moyens de prévenir un accroissement du nombre des premiers et de réduire, et éventuellement éliminer, les armes nucléaires.

En ce qui concerne les autres armes de destruction massive, il a été convenu que tous les Etats devraient adhérer au Protocole de Genève. On s'est mis d'accord sur le fait qu'il serait nécessaire de faire tous les efforts possibles en vue de la conclusion positive des négociations menées à la Conférence du désarmement pour signer une convention internationale qui

(M. García Robles, Mexique)

permettrait d'éliminer toutes les armes chimiques; il en va de même en ce qui concerne l'élaboration d'un traité sur l'interdiction de la mise au point, de la production, du stockage et de l'utilisation des armes radiologiques, compte tenu des négociations menées à la Conférence du désarmement et de toutes les propositions connexes formulées à ce sujet.

On a réussi à élaborer une position commune concernant la nécessité, en poursuivant les négociations sur les mesures de désarmement nucléaire, de continuer résolument les efforts entrepris en vue de la limitation et de la réduction graduelle des forces armées et des armes conventionnelles, dans le cadre des progrès réalisés en vue du désarmement général et complet. A cet égard, on s'est aussi mis d'accord sur le fait que les Etats dotés des arsenaux militaires les plus importants assument une responsabilité particulière en ce qui concerne la poursuite du processus de réduction de ces arsenaux.

Il a été possible de parvenir à la conclusion que la réduction graduelle des budgets militaires sur une base réciproquement convenue, en particulier par les Etats dotés d'armes nucléaires et d'autres Etats importants sur le plan militaire, serait une mesure qui contribuerait à freiner la course aux armements et augmenterait les possibilités de réaffecter les revenus actuellement utilisés à des fins militaires au développement économique et social, surtout des pays en développement.

On est aussi parvenu à un consensus concernant la nécessité des mesures nouvelles en vue d'interdire l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou à quelque autre fin hostile, et aussi des mesures nouvelles en vue d'interdire la course aux armements au fond des mers et des océans et dans leur sous-sol ainsi que la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

Afin de faciliter le processus de désarmement, il a été convenu qu'il était nécessaire d'adopter des mesures et d'appliquer des politiques visant à renforcer la paix et la sécurité internationales et à favoriser la confiance entre les Etats. Il y a eu aussi accord quant à la nécessité d'une stricte adhésion et d'un engagement déterminé de la part de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies concernant les objectifs de la Charte des Nations Unies ainsi que leur obligation d'en observer strictement les principes.

On est aussi parvenu à une acceptation générale du principe selon lequel tous les Etats Membres doivent faire tous les efforts voulus pour assurer une meilleure circulation de l'information sur les divers aspects du désarmement, afin d'éviter la diffusion d'une information fausse ou tendancieuse concernant les armements et pour concentrer les efforts sur la diffusion la plus large possible, dans tous les secteurs du public, d'informations dignes de foi sur les risques d'un développement de la course aux armements et la nécessité d'un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

(M. García Robles, Mexique)

On est aussi parvenu à un consensus sur la nécessité, dans les accords de désarmement et de limitation des armements, de prévoir des mesures adéquates de vérification, qui soient satisfaisantes pour toutes les parties intéressées afin de créer la confiance nécessaire et de garantir qu'elles seront observées par tous sans que cela implique une ingérence indue dans les affaires intérieures d'autres Etats.

Le sixième et dernier chapitre du Programme global de désarmement, intitulé "Mécanisme et procédures", à l'exception de cinq mots relatifs à la Charte des Nations Unies, est totalement dépourvu de crochets. Il y est fait référence aux trois étapes - première étape, étape intermédiaire et dernière étape - que comprendra le programme; il y est prévu un examen périodique - y compris pendant les sessions extraordinaires de l'Assemblée générale - de l'exécution des mesures incluses au cours de ces différentes étapes; il est stipulé qu'outre les examens périodiques réalisés pendant les sessions extraordinaires, il faudrait prévoir un examen annuel de l'exécution du Programme, et que pour faciliter ce dernier, le Secrétaire général devrait présenter chaque année un rapport à l'Assemblée sur les progrès réalisés dans l'exécution du programme; enfin ce chapitre et le projet de Programme global se terminent par la déclaration selon laquelle "une conférence mondiale sur le désarmement à participation universelle et préparée de manière adéquate devrait être convoquée aussitôt que cela sera opportun".

L'importance que revêt à n'en pas douter le Programme global de désarmement et que confirme sans équivoque l'approbation par consensus de plusieurs sections de ce Programme, dont j'ai passé en revue quelques-unes à titre d'exemple au cours de la présente intervention, fait ressortir le bien-fondé de la "ferme intention" du Comité spécial que j'ai citée aujourd'hui à partir de la conclusion figurant au dernier paragraphe de son rapport de 1988 où il insistait sur sa décision de "reprendre son travail au début de la session de 1989" afin d'achever l'élaboration du Programme pour en saisir l'Assemblée générale au plus tard à sa prochaine session.

La Conférence du désarmement, appelée d'abord Comité du désarmement lorsqu'elle fut créée à la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à cet objectif élevé, achève sa première décennie sans avoir pu transmettre à l'Assemblée un seul des nombreux projets de traités ou de conventions dont elle s'est occupée. Cela devrait nous inciter à faire en sorte de mener à bien, pendant la session qui commence aujourd'hui, nos travaux sur l'une au moins des trois questions auxquelles j'ai consacré la présente intervention.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Mexique pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a eues à mon égard. Je donne maintenant la parole à la représentante de la Suède, l'Ambassadrice Theorin, que j'ai le plaisir d'accueillir de nouveau parmi nous.

Mme THEORIN (Suède) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Je suis certaine que nos travaux progresseront sous votre conduite éclairée et je puis vous assurer de toute la collaboration de la délégation suédoise. Je voudrais aussi remercier votre prédécesseur à la présidence, l'Ambassadeur Ardakani de la République islamique d'Iran, pour l'efficacité avec laquelle il a dirigé les travaux de la Conférence. Je tiens par ailleurs à accueillir chaleureusement parmi nous les représentants nouvellement arrivés, les Ambassadeurs Sharma de l'Inde, Houillez de la Belgique, Dietze de la République démocratique allemande, Reese de l'Australie, et Kamal du Pakistan. Ma délégation se réjouit à l'avance de collaborer avec nos nouveaux collègues.

C'est en 1988 que les vents ont tourné. C'est en 1988 qu'a commencé le désarmement nucléaire. Mil neuf cent quatre-vingt-huit a été l'année de l'espoir. Comme le dit le poète :

"L'espoir est cet oiseau  
Qui bien avant l'aurore  
Annonce le matin."

L'aurore n'a pas encore paru. Le monde regorge d'armes : classiques, chimiques, nucléaires. Mais la méfiance est en train de se dissiper comme la brume au début d'un matin de printemps, pour reprendre les propos que tenait il y a trois ans feu Olof Palme, l'ancien premier ministre suédois, lors de sa dernière interview.

Le climat international s'est remarquablement amélioré en peu de temps. Il n'y a guère plus d'un an, l'Union soviétique et les Etats-Unis convenaient d'éliminer tous leurs missiles nucléaires terrestres à portée intermédiaire. Une catégorie entière d'armes nucléaires pleinement opérationnelles était ainsi mise au rebut.

C'est l'été dernier que l'on a commencé d'appliquer dans les faits cet accord historique. Je me souviens parfaitement d'avoir entendu dire que l'on allait maintenant fabriquer des réfrigérateurs et des voitures d'enfant au lieu de missiles nucléaires. Même si les conséquences militaires de l'accord sont assez limitées - puisqu'il ne porte que sur un faible pourcentage des dizaines de milliers d'armes nucléaires des superpuissances - il a acquis une importance politique décisive. Les superpuissances sont également convenues en principe de réduire de 50 % leurs arsenaux nucléaires stratégiques. Selon elles, le texte d'un traité devrait pouvoir être arrêté en 1989.

Le mois prochain commenceront à Vienne des négociations parallèles sur de nouvelles mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement classique en Europe - c'est en effet sur ce dernier continent que les armes sont les plus nombreuses.

En décembre, le Secrétaire général Gorbatchev a annoncé que les forces armées soviétiques seraient unilatéralement réduites de 500 000 hommes au cours des deux prochaines années, que certains éléments des forces soviétiques se retireraient d'Europe orientale et que les unités soviétiques restantes seraient réorganisées de telle sorte que leur rôle défensif ne puisse être mis en doute.



(Mme Theorin, Suède)

Par la suite, des pays d'Europe orientale ont également annoncé des réductions unilatérales de leurs forces armées. Le mois dernier, l'Union soviétique a ajouté que, parmi les éléments qu'elle entendait retirer, figureraient aussi des systèmes nucléaires tactiques. Dès 1983, l'OTAN avait décidé de retirer unilatéralement un certain nombre d'armes nucléaires tactiques en Europe centrale.

Ces initiatives montrent que de nombreuses possibilités de désarmement unilatéral s'offrent aux grandes puissances. Mon gouvernement se réjouit de ces initiatives et espère bien qu'il sera apporté une réponse constructive et rapide aux mesures unilatérales prises récemment. Plutôt qu'à une course aux armements, mieux vaut assister à une course aux initiatives unilatérales de désarmement.

A ce tableau positif il convient d'ajouter la Conférence sur l'interdiction des armes chimiques qui s'est tenue il y a un mois à Paris. Forte de la participation à un niveau politique ou gouvernemental élevé de quelque 150 pays, la Conférence a montré que la communauté internationale rejetait vigoureusement les armes chimiques. Le Document final adopté à l'unanimité représente lui aussi un succès important et opportun en matière de désarmement international.

En outre, il convient de signaler que, dans plusieurs régions du monde, des conflits déjà anciens sont en voie de règlement, en grande partie grâce au patient travail de médiation de l'ONU.

Le cessez-le-feu a été proclamé dans la guerre cruelle et interminable entre l'Iran et l'Iraq. L'Union soviétique achève de retirer ses troupes d'Afghanistan. L'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud approche de sa fin. Au Kampuchea, un règlement pacifique du conflit et un retrait des troupes vietnamiennes se dessinent à l'horizon. On peut espérer parvenir à un règlement négocié au Sahara occidental.

Même dans le conflit israélo-arabe, on remarque quelques progrès. Le fait que l'OLP ait reconnu le droit d'Israël à la paix et à la sécurité ouvre de nouvelles perspectives. Les Etats-Unis ont pris une décision historique en acceptant de dialoguer directement avec l'OLP. On peut enfin entrevoir la possibilité d'un voisinage pacifique des Israéliens et des Palestiniens.

C'est à ce moment historique que nous nous trouvons aujourd'hui. Et c'est maintenant que les organes multilatéraux du désarmement doivent jouer pleinement leur rôle. Les initiatives unilatérales sont les bienvenues. Les initiatives bilatérales le sont également. Mais, pour résoudre les problèmes considérables des années 90, les activités multilatérales sont absolument indispensables.

S'il est vrai que seuls quelques Etats détiennent des armes nucléaires, le désarmement nucléaire n'en préoccupe pas moins légitimement tous les pays. En cas de guerre nucléaire, tous seraient touchés. Tous ont donc le droit d'être associés aux décisions en matière de désarmement nucléaire. Le monde dans son ensemble ne peut s'en remettre à la bonne volonté des superpuissances. En fait, la plupart des problèmes de désarmement n'ont pas d'autre solution que multilatérale.

(Mme Theorin, Suède)

Il suffit de se demander comment deux Etats pourraient bien parvenir à une interdiction complète des essais nucléaires quand ils sont six à avoir déjà procédé à des explosions nucléaires et quand plusieurs autres sont techniquement capables de le faire.

Ou bien, pour revenir à la question brûlante de la Conférence de Paris, on peut se demander comment deux Etats, quelle que soit leur puissance, pourraient bien débarrasser le monde des armes chimiques quand, en principe, tous les Etats dotés d'une industrie chimique moderne sont capables de fabriquer de telles armes.

Ou encore, on peut se demander comment la prévention d'une course aux armements dans l'espace pourrait être assurée autrement que par des mesures multilatérales. La communauté internationale a déclaré sans ambiguïté que l'exploration et l'utilisation de l'espace devaient se faire à des fins pacifiques et au profit de l'ensemble de l'humanité.

En 1988, le climat international, positif dans son ensemble, a été bénéfique aux activités de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies. En dépit du contretemps qu'ont connu les efforts multilatéraux de désarmement au mois de juin dernier, lorsque la session extraordinaire consacrée au désarmement s'est achevée sans donner les résultats escomptés, les travaux de la Première Commission ont été caractérisés par la détermination et par un optimisme prudent.

Le sentiment général était que l'ONU jouait de nouveau le rôle primordial qui est le sien dans le domaine du désarmement.

Les résolutions adoptées par consensus n'ont jamais été aussi nombreuses. Il convient en particulier de mentionner les deux résolutions sur les armes chimiques adoptées à l'unanimité. Le large appui apporté à plusieurs études nouvelles de l'ONU en matière de désarmement a été perçu comme une manifestation opportune de vigueur multilatérale.

L'étude sur les armes nucléaires sous tous leurs aspects abordera la question la plus grave de notre époque, celle de la menace persistante d'une guerre nucléaire. Pour que nous puissions poursuivre nos efforts de désarmement nucléaire il faut absolument que nous disposions d'une information plus abondante et meilleure sur la menace constante que les armes nucléaires font peser sur l'ensemble de notre civilisation.

Tout aussi importante est la décision d'examiner le rôle de l'ONU dans le domaine de la vérification. Selon mon gouvernement, ce rôle peut être, et doit être, renforcé. A la quasi-unanimité, il a été décidé de fonder en un même texte les deux projets de résolution sur une étude relative au rôle de l'ONU dans le domaine de la vérification. Il n'est pas sans importance non plus que l'ONU ait décidé d'aborder la question du commerce des armes. Mon gouvernement est convaincu lui aussi que les transferts d'armes internationaux méritent d'être examinés de près et il appuiera les initiatives visant à accroître la transparence du marché mondial des armes.

(Mme Theorin, Suède)

L'Assemblée générale a également pris une décision urgente en adoptant à son immense majorité une résolution sur la course aux armements navals. En effet, alors que les forces terrestres subissent des réductions, les activités navales demeurent très importantes, ce qui entraîne parfois des affrontements et des incidents et prouve que la course aux armements navals n'a rien perdu de son intensité. Nombreux sont ceux qui craignent de voir les armes nucléaires navales, du fait du risque continu qu'elles représentent, déclencher une guerre nucléaire que personne n'aurait voulue.

Le déploiement de missiles de croisière très précis lancés par mer et susceptibles d'être utilisés comme vecteurs d'ogives classiques ou nucléaires menace la sécurité du littoral de tous les Etats côtiers. Les mesures prises pour réduire les forces armées terrestres devraient s'accompagner d'efforts simultanés pour apporter des limitations correspondantes dans le domaine naval. Sinon, le risque est grand de voir remplacer une catégorie d'armes interdites par d'autres armes déployées dans un environnement différent. Tous nos efforts seraient alors réduits à néant.

Des mesures de confiance navales peuvent renforcer la sécurité en mer et faciliter le processus du désarmement naval. J'aimerais saisir cette occasion pour proposer à la Conférence du désarmement d'inscrire à son ordre du jour la question d'un accord multilatéral relatif à la prévention des incidents en mer. Pareil accord multilatéral compléterait utilement les accords bilatéraux en vigueur dans ce domaine. Nous devons faire en sorte que le cours de l'histoire ne puisse être déterminé par des accidents, des défaillances techniques ou des malentendus. Il incombe à la communauté internationale de veiller à ces éléments vitaux de la sécurité.

Dans le discours qu'il a prononcé à Vienne le 19 janvier, le Ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, a souligné que "la modernisation des missiles nucléaires était un pas en arrière et non un pas en avant", insistant sur le fait que l'Union soviétique, et j'en prends bonne note, n'était pas engagée dans un processus de modernisation.

Il y a longtemps que le Gouvernement suédois maintient que la modernisation des armes nucléaires est un pas en arrière. Les armes nucléaires n'ont pas à être modernisées mais à être éliminées, et pour toujours. Si les puissances nucléaires cessaient de moderniser leurs arsenaux elles n'auraient plus d'excuses pour poursuivre leurs essais.

Pour quelle raison les essais nucléaires se poursuivent-ils ? Précisément parce qu'ils ont pour but principal de permettre de moderniser l'arme atomique et de la rendre plus efficace. Il y a plus de 25 ans, avec le Traité sur l'interdiction partielle des essais, les superpuissances ont montré qu'elles étaient déterminées à rechercher les moyens de mettre fin à tout jamais aux essais nucléaires. Cinq ans plus tard, avec le Traité sur la non-prolifération, elles ont réaffirmé leur détermination. Aujourd'hui, 25 ans plus tard, l'interdiction complète ne fait plus l'objet de négociations.

Au lieu de mettre définitivement fin à leurs essais, l'Union soviétique et les Etats-Unis procèdent à des expériences communes de vérification des essais. La communauté internationale ne peut accepter que les deux superpuissances se contentent de mesurer la puissance d'essais nucléaires

(Mme Theorin, Suède)

qu'elles continuent de faire. Elle ne peut accepter de voir le perfectionnement progressif des armes et la poursuite des essais saper l'autorité du Traité sur la non-prolifération. Pour que celui-ci demeure viable, il faut que tous les Etats parties s'acquittent des obligations qu'ils ont contractées.

La communauté internationale insiste pour que l'on ne procède à aucun, je dis bien aucun, essai nucléaire d'aucune sorte. Selon la Suède, l'engagement à ne pas moderniser les arsenaux nucléaires, mais, au contraire, à les réduire considérablement serait bien plus crédible si l'on convenait d'un moratoire sur les essais, lié à des négociations multilatérales en vue de conclure de toute urgence un traité d'interdiction complète.

La Conférence du désarmement est la seule instance où peuvent avoir lieu des négociations de ce type.

L'interdiction des essais nucléaires est le premier point de l'ordre du jour de la Conférence. Mon gouvernement réitère son appel pour que des mesures immédiates soient prises dans ce domaine. A cet égard, des possibilités d'initiatives unilatérales s'offrent également, non seulement à l'Union soviétique et aux Etats-Unis, mais aussi à la France, au Royaume-Uni et à la Chine.

Comme je l'ai déjà indiqué, il faut continuer d'agir sur le plan multilatéral pour que l'espace soit réservé aux utilisations pacifiques. Le programme de travail de la Conférence porte essentiellement sur trois points, à savoir l'examen et l'identification des questions, les accords existants et les propositions et initiatives futures. Le régime juridique actuel ne suffit pas pour prévenir une course aux armements dans l'espace. Des mesures supplémentaires devraient être définies.

Bien qu'il soit difficile de trouver une définition utilisable des armes antisatellites, nous ne devrions pas y voir un obstacle à la recherche de solutions pratiques. On pourrait par exemple interdire les essais d'armes antisatellites, ce qui reviendrait à donner un caractère officiel à un moratoire de fait. Il est probable que la vérification d'une telle interdiction pourrait s'effectuer dans des conditions assez satisfaisantes. Ce serait se fixer un objectif stimulant que de viser, dans quelques années, à une interdiction véritable des armes antisatellites au moyen d'une interdiction complète de la mise au point, de l'essai, de la fabrication, du déploiement et de l'emploi d'armes de ce type sur la terre, dans l'atmosphère et dans l'espace.

Une attaque militaire portant sur une installation nucléaire en fonctionnement pourrait avoir des conséquences désastreuses, non seulement pour le pays attaqué, mais également pour les pays voisins et même pour des pays plus éloignés, qui en subiraient les conséquences. Cette question devrait donc nous préoccuper tous. Une interdiction des attaques militaires d'installations nucléaires serait donc de l'intérêt de tous les pays, qu'ils disposent ou non de telles installations. L'interdiction complète serait la meilleure solution.

(Mme Theorin, Suède)

Depuis plusieurs années, force nous est de constater que les travaux de la Conférence du désarmement marquent le pas dans ce domaine. Aussi mon gouvernement appelle-t-il de nouveau les pays participants à faire preuve de plus de souplesse dans les négociations en vue de conclure un traité sur ce point urgent.

C'est avec un grand intérêt que ma délégation écoutera les déclarations du Ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, ainsi que sa présentation des résultats de la Conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques. Comme je l'ai déjà dit, la Conférence de Paris a été une grande réussite compte tenu de la tâche qui lui avait été confiée. La communauté internationale a pu fixer son attention sur une question prioritaire, celle du désarmement chimique. En condamnant unanimement l'emploi des armes chimiques, la Conférence l'a rendu plus difficile. Elle a rappelé les obligations découlant du Protocole de Genève ainsi que la nécessité de conclure sans retard une convention globale interdisant les armes chimiques.

C'est toutefois la Conférence du désarmement qui doit veiller à ce que le succès de la Conférence de Paris se traduise durablement dans les faits, et c'est au Comité spécial des armes chimiques qu'il appartient de faire en sorte que la décision de conclure une convention prise unanimement par l'Assemblée générale et par les participants à la Conférence de Paris débouche sans tarder sur des résultats tangibles.

L'Assemblée générale a prié la Conférence du désarmement d'activer les négociations relatives aux armes chimiques pour parvenir aussi rapidement que possible à arrêter le texte d'une convention. A Paris, les Etats participants ont unanimement engagé la Conférence du désarmement à redoubler d'efforts, de toute urgence, pour résoudre promptement les problèmes qui demeurent et conclure la Convention dans les délais les plus rapprochés.

C'est à nous qu'il appartient, ici et maintenant, de tirer de ces déclarations énergiques des conclusions pratiques. Comment la Conférence du désarmement répondra-t-elle à l'attente de la communauté internationale et de l'ensemble de l'opinion publique ?

En premier lieu, il semble étrange, quand on considère que la communauté internationale a appelé sans réserve à mettre définitivement au point et à conclure une convention globale, que le mandat du Comité spécial ne fasse pas référence à cet élément essentiel qu'est "l'emploi" et qu'il exclue explicitement la rédaction finale. La Suède n'est pas favorable aux discussions prolongées sur les mandats, et elle n'a pas manqué de déplorer la perte de temps qu'ont entraînée des débats de procédure sur d'autres points de l'ordre du jour. Il nous semblerait toutefois naturel qu'en 1989, la Conférence du désarmement donne la preuve qu'elle prend au sérieux les appels de l'Assemblée générale et de la Conférence de Paris en modifiant sans tarder le mandat du Comité spécial des armes chimiques sur ces deux points.

(Mme Theorin, Suède)

En second lieu, nous devons adopter une méthode de travail plus dynamique qui nous permette de circonscrire, d'étudier et de résoudre sans discontinuer les questions les plus difficiles. Celles-ci dépassent bien souvent le cadre de tel ou tel article, et il faudrait les aborder de façon précise et systématique à chaque fois qu'on les rencontre dans le projet de convention. Peut-être faudrait-il pour cela créer davantage de groupes de travail et montrer plus de souplesse dans la répartition du temps qui leur est imparti. Ma délégation note avec une grande satisfaction que c'est ainsi que le nouveau Président du Comité semble prévoir d'organiser les travaux. La coordination des travaux représentera une lourde charge pour le Président, qui aura besoin de l'appui continu et actif du Bureau. Il faudrait donc que les autres comités soient prêts à céder une partie de leur temps au Comité des armes chimiques.

En troisième lieu, il faut que la relation entre les efforts bilatéraux et multilatéraux en cours soit plus dynamique et efficace. La Conférence a perdu son temps en se penchant sur la question de l'ordre de destruction alors même que les deux principaux détenteurs l'examinaient pour leur part sur le plan bilatéral. Nos travaux gagneraient beaucoup en célérité et en efficacité si les efforts bilatéraux étaient organisés de telle sorte que leurs résultats puissent être utilisés dans les négociations multilatérales. Cependant, il faudrait probablement, pour ce faire, que la Conférence se montre plus souple. Nous devons envisager de permettre au Comité spécial de se réunir sans interruption pendant toute l'année, avec quelques intersessions consacrées aux consultations et travaux préparatoires.

Ma délégation a exposé en détail son point de vue sur la plupart des points du texte évolutif, article par article, dans sa déclaration faite le 13 septembre 1988 en séance plénière, et elle n'a pas changé d'avis sur ce point. Il convient cependant de noter que, depuis lors, des faits nouveaux encourageants sont apparus.

Mon gouvernement a noté avec satisfaction que le Président Bush a fait de l'interdiction des armes chimiques une de ses priorités essentielles. La Suède se réjouit aussi de ce qu'il existe dorénavant un consensus pour que l'interdiction effective de la fabrication soit placée sous contrôle international dès l'entrée en vigueur de la Convention et pour que tous les stocks d'armes chimiques soient soumis à un contrôle international à compter de cette même date.

La déclaration que la France a faite sur cette dernière question permet d'envisager une conclusion rapide des négociations sur les articles IV et V. Il appartient désormais à l'Union soviétique et aux Etats-Unis de faire à la Conférence des propositions précises sur la destruction des stocks et installations de fabrication d'armes chimiques.

La Suède voit un signe encourageant dans le fait que 16 pays procèdent à l'heure actuelle à des inspections expérimentales dans l'industrie chimique. Nous préférierions toutefois voir davantage de pays, appartenant à tous les groupes, se joindre à eux. Les leçons qui seront tirées de l'évaluation commune des inspections expérimentales de cette année auront une influence directe sur nos choix définitifs en matière de vérification de la non-fabrication dans l'article VI.

(Mme Theorin, Suède)

La Suède accueille favorablement aussi les propositions récentes de l'Union soviétique et du Royaume-Uni sur les articles VI et X respectivement. Elles traduisent l'une comme l'autre une conception constructive et souple de la négociation et pourraient constituer une bonne base d'accord sur ces deux points. Nous espérons que les initiatives de ce type seront de plus en plus nombreuses et que les autres délégations apprécieront à leur juste valeur ces efforts pour trouver une formulation de compromis.

Nous devons chercher à obtenir davantage de résultats et saisir toutes les occasions de parvenir à un accord. On ne saurait accorder trop d'importance à la conclusion d'une convention sur les armes chimiques. En effet, celle-ci améliorerait fondamentalement la sécurité de tous les Etats en éliminant définitivement toute une catégorie d'armes de destruction massive.

La Convention serait le premier traité multilatéral en matière de désarmement où figurerait le principe de l'inspection internationale par mise en demeure sans droit de refus. Ce serait là une grande victoire pour le principe même du désarmement multilatéral. Nous courons toutefois contre la montre, car le perfectionnement des armes chimiques, leur élaboration continue et leur diffusion toujours plus grande sapent dangereusement nos efforts pour parvenir à un accord.

Mais la solution est à notre portée. Pourvu que nous en ayons la volonté politique, et que nous soyons tous prêts à traduire nos déclarations en initiatives politiques, l'interdiction complète des armes chimiques peut être prête en 1990, voire peut-être avant.

Mil neuf cent quatre-vingt-huit a été une année d'espoir. L'année 1989 a déjà suscité en nous de nouveaux espoirs. Nous avons vu à l'horizon poindre l'aube d'un jour nouveau et la lumière d'une ère nouvelle. Encore un petit effort : saisissons l'occasion historique qui nous est donnée de répondre aux espoirs de l'humanité entière.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie la représentante de la Suède pour sa déclaration ainsi que pour les paroles aimables qu'elle a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique, l'Ambassadeur Friedersdorf.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : La délégation des Etats-Unis vous félicite, Monsieur le Président, à l'occasion de votre accession à la présidence de nos travaux pendant ce premier mois important de la session de 1989 de la Conférence du désarmement. L'Italie nous est un pays ami. En tant que son représentant, vous avez rendu d'éminents services à la Conférence dans l'exercice de vos fonctions. Nous nous réjouissons de travailler avec vous puisque c'est vous qui, cette année, dirigez le commencement de nos travaux.

Un certain nombre de changements sont intervenus depuis l'an dernier dans la composition de la Conférence, et notre délégation souhaite la bienvenue aux Ambassadeurs Reese d'Australie, Houillez de Belgique, Dietze de la République démocratique allemande, Kamal du Pakistan et Hyltenius de Suède,

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

que nous assurons tous, ainsi que leur délégation, de notre amitié et de notre coopération. Nous apprécions aussi la présence, ici même aujourd'hui, de l'Ambassadrice Maj Britt Theorin, de la Suède, qui a présenté à la Conférence du désarmement un message important qui venait à son heure.

Notre délégation se félicite aussi par avance de la venue du Ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas. Je suis certain qu'il présentera une analyse experte et perspicace de la Conférence de Paris sur les armes chimiques, qu'il a présidée le mois dernier avec une si grande compétence. Je manquerais à mes devoirs si je ne mentionnais pas la chaude hospitalité accordée par le Gouvernement français à toutes les délégations lors de la Conférence de Paris, ainsi que les préparatifs remarquables qu'a réalisés notre ami et estimé collègue l'Ambassadeur Pierre Morel.

Il y a moins d'un mois, le 11 janvier dernier, les représentants de 149 pays ont achevé leurs travaux à la Conférence de Paris sur les armes chimiques. Dans la Déclaration adoptée par ladite Conférence, ces 149 pays s'affirment résolus "à prévenir tout recours aux armes chimiques en les éliminant complètement". La Déclaration vise par conséquent particulièrement les négociations qui se déroulent ici, au Comité spécial des armes chimiques.

La Conférence de Paris a donné un élan réel - la force du consensus de 149 pays - à nos négociations. Il nous appartient maintenant de saisir ce moment et de rechercher des solutions concrètes aux problèmes qui demeurent.

Tous ceux qui ont suivi nos travaux ces dernières années peuvent le confirmer, les contributions à cet effort de tous les membres du présent organisme, ainsi que des participants non membres, sont toujours bienvenues. Une participation ainsi élargie nous permettrait d'activer réellement les négociations sur les armes chimiques.

Les problèmes qui demeurent ne sont pas minces. La vérification constitue clairement la principale difficulté. Il s'agit aussi, entre autres, de la sécurité non diminuée pendant la période de transition, de la mise au point de nouveaux agents, de l'assistance et de l'universalité. Notre délégation est disposée à assumer sa part de responsabilité en vue de résoudre toutes ces questions. Nous sommes prêts à nous mettre au travail dès que possible au sein du Comité des armes chimiques.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant des Etats-Unis d'Amérique pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la Présidence. Je donne maintenant la parole au représentant du Kenya, M. Daniel Koikai, qui parlera en sa qualité de coordonnateur du Groupe des 21.

M. KOIKAI (Kenya) (traduit de l'anglais) : Au nom des membres du Groupe des 21, je voudrais présenter nos condoléances à l'occasion de la disparition de Mlle Aida Levin. En tant que membre du secrétariat de la Conférence, Mlle Levin n'a jamais épargné ses efforts et s'est toujours montrée disposée à coopérer et à travailler avec toutes les délégations.



(M. Koikai, Kenya)

Elle manquera beaucoup aux membres du Groupe, qui étaient tous très proches d'elle. Que le Tout-Puissant accorde la paix à son âme et réconforte ceux qu'elle a aimés.

Au nom de la délégation kényenne, je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que votre délégation, à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence pour ce mois très important de février. Vous représentez un pays qui a exercé de grands efforts en vue d'atteindre les objectifs du désarmement. Nous sommes assurés que grâce à vos qualités et à votre vaste expérience de diplomate, la Conférence s'engagera sur le chemin voulu durant le premier mois de sa session de 1989. Nous voudrions également féliciter l'Ambassadeur Ali Shams Ardakani, de la République islamique d'Iran, pour le succès avec lequel il a dirigé nos travaux en septembre dernier et pendant l'intersession. Nous nous réjouissons à l'avance d'accueillir parmi nous ce matin le Ministre français des affaires étrangères et nous sommes prêts à écouter sa déclaration avec une attention et un intérêt soutenus. La délégation kényenne voudrait souhaiter la bienvenue aux chefs de délégation qui participent pour la première fois aux travaux de la Conférence, les Ambassadeurs Houillez de la Belgique, Dietze de la République démocratique allemande, Hyltenius de la Suède, Reese de l'Australie et Kamal du Pakistan, en les assurant de la coopération de la délégation kényenne. Nous sommes heureux d'avoir parmi nous aujourd'hui les membres du Comité des ONG pour le désarmement.

J'ai demandé aujourd'hui la parole afin de donner lecture, au nom du Groupe des Etats neutres et non alignés qui sont membres de la Conférence, d'une déclaration concernant le mandat du Comité spécial des armes chimiques. Cette déclaration est la suivante :

Le Groupe des 21 tient à faire la déclaration suivante concernant la reconstitution du Comité spécial des armes chimiques :

A sa quarante-troisième session, l'Assemblée générale a adopté, sans procéder à un vote, deux résolutions sur les armes chimiques qui portent sur les travaux du Comité spécial des armes chimiques. Dans la première résolution (43/74 A), relative aux "mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole de Genève de 1925 et à appuyer la conclusion d'une convention sur les armes chimiques", l'Assemblée générale "prie instamment la Conférence du désarmement de poursuivre, en leur conservant tout leur caractère d'urgence, ses négociations relatives à une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi de toutes les armes chimiques et sur leur destruction".

Dans la deuxième résolution (43/74 C), qui porte sur les "armes chimiques et bactériologiques (biologiques)", l'Assemblée générale, après avoir exprimé son regret et son inquiétude devant le fait qu'une convention couvrant les aspects susmentionnés n'a toujours pas été élaborée, "prie de nouveau instamment la Conférence du désarmement d'activer à titre hautement prioritaire, à sa session de 1989, les négociations relatives à une telle convention et de redoubler d'efforts, notamment en consacrant au cours de

(M. Koikai, Kenya)

l'année plus de temps à ces négociations, compte tenu de toutes les propositions existantes et initiatives à venir, pour parvenir aussi rapidement que possible à arrêter le texte d'une convention, et prie la Conférence de reconstituer à cette fin son Comité spécial des armes chimiques avec le mandat dont elle sera convenue au début de sa session de 1989". Le Groupe des 21 tient à rappeler que ces deux résolutions ont été adoptées par consensus il y a exactement deux mois.

Dans sa Déclaration finale, adoptée à l'unanimité par tous les Etats participants, la Conférence sur l'interdiction des armes chimiques, qui s'est tenue à Paris du 7 au 11 janvier 1989, est allée encore plus loin en insistant sur l'urgence et la priorité de la tâche confiée au Comité spécial des armes chimiques, déclarant qu'"à cette fin, les Etats participants engagent la Conférence du désarmement de Genève à redoubler d'efforts, de toute urgence, pour résoudre promptement les problèmes qui demeurent et conclure la convention dans les délais les plus rapprochés".

Compte tenu de tous ces éléments, le Groupe des 21 estime que la Conférence du désarmement devrait se pencher à nouveau sur la question du mandat du Comité spécial des armes chimiques. La communauté internationale, par l'entremise de tous ses divers moyens d'expression - gouvernements, parlements, presse - n'a jamais été aussi loin dans la question de l'interdiction des armes chimiques. C'est la première fois qu'une volonté politique se manifeste aussi clairement de toute part. Cet engagement, cette expression d'une volonté politique devront se refléter dans nos travaux de 1989. Le Groupe des 21 considère par conséquent que le mandat que devrait adopter la présente instance devrait tout d'abord faire référence à l'interdiction de l'emploi des armes chimiques, afin d'être conforme aux résolutions 43/74 A et C de l'Assemblée générale et au style dans lequel est rédigée la Déclaration finale de la Conférence de Paris; les termes "exception faite de sa rédaction finale" devraient ensuite être supprimés du texte du mandat, afin que la communauté internationale sache que nous acceptons pleinement la responsabilité confiée au Comité spécial, telle qu'énoncée dans les trois textes susmentionnés auxquels les Etats représentés ici ont adhéré sans exception.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Kenya pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Belgique, l'Ambassadeur Houillez, qui parlera au nom du Groupe des pays occidentaux.

M. HOUILLEZ (Belgique) : Je désire m'associer d'abord aux sentiments de sympathie qui ont été exprimés à l'occasion du décès de Mlle Levin.

En ma qualité de coordonnateur du Groupe occidental je voudrais, en prenant la parole pour la première fois en séance plénière de la Conférence du désarmement, exprimer ma satisfaction de vous avoir comme Président. Connaissant vos qualités de diplomatie, de patience et de compréhension, je me sens rassuré en m'adressant à la Conférence après des orateurs aussi éminents et compétents que les Ambassadeurs García Robles, Theorin et Friedersdorf et

(M. Houilleux, Belgique)

le distingué représentant du Kenya en sa qualité de porte-parole du Groupe des pays neutres et non alignés. Nous espérons aussi pouvoir entendre encore aujourd'hui M. Dumas, le Ministre des affaires étrangères de la France, qui fut le Président de la récente Conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques, un événement qui exercera une influence profonde sur nos futures activités en matière d'armes chimiques, influence déjà soulignée par le coordonnateur du Groupe des 21.

Je voudrais indiquer en tout premier lieu et principalement que le Groupe que je représente ici partage pleinement les vues qui viennent d'être exprimées sur l'importance à attacher au travail à accomplir en 1989 par le Comité spécial des armes chimiques et principalement sur le caractère prioritaire et urgent de cette tâche.

Les délégations membres du Groupe occidental n'ont, en effet, pas cessé de proclamer sans équivoque possible, et ce depuis des années, leur désir de voir élaborer, très rapidement, une convention sur l'interdiction totale, universelle et vérifiable des armes chimiques.

Elles ont apporté une contribution notable à l'élaboration du "texte évolutif" dont nous espérons voir sortir, dès que possible, une convention qui réponde aux espoirs, aux objectifs et aux exigences que s'est fixée la communauté internationale.

Faut-il citer la contribution que le Groupe occidental a apportée, avec bien d'autres naturellement, à l'élaboration et à l'adoption par consensus des résolutions récentes de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale concernant les armes chimiques, citées à juste titre par le coordonnateur des pays neutres et non alignés ?

C'est le président Reagan qui a lancé à New York l'idée d'une conférence extraordinaire sur les armes chimiques. Cette proposition, accueillie positivement par l'ensemble des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, a reçu sa concrétisation ultime dans l'invitation adressée par le Président de la République française, Monsieur Mitterrand, de se réunir à Paris pour une conférence dont l'audience et l'importance ne doivent pas être soulignées en cette enceinte dont tous les participants ont apporté une contribution éminente au succès de cette initiative.

A Paris encore, les pays appartenant au Groupe occidental ont confirmé, par leur participation très active aux délibérations et à la mise au point de la Déclaration finale, l'intérêt vital qu'ils attachent, non seulement au Protocole de Genève de 1925, mais aussi et surtout à la conclusion, aussi rapide que possible, d'une convention d'élimination totale, universelle et vérifiable de l'arme chimique. Aujourd'hui, nous répétons ici solennellement que, comme par le passé et avec la conscience aiguë de l'enjeu, nous continuerons à tout mettre en oeuvre pour atteindre l'objectif fixé à Paris pour la recherche de solutions aux problèmes qui se présentent encore sur des éléments essentiels de nos travaux et qui continueront à se manifester tout au long de nos discussions.

(M. Houille, Belgique)

Dans la ligne des orientations et de l'élan politique donnés à la Conférence de Paris, nous avons le souhait et la volonté politique de reprendre nos travaux aussi rapidement que possible et avec cet enthousiasme sans lequel aucun objectif ne peut être atteint. Cette impulsion, nous la trouvons dans la Déclaration finale de Paris, lorsqu'elle nous engage "à redoubler d'efforts, de toute urgence, pour résoudre promptement les problèmes qui demeurent et conclure la convention dans les délais les plus rapprochés".

Nous souscrivons pleinement à ces objectifs dont l'adoption par consensus est le résultat d'un immense effort de conciliation et d'un rapprochement qui, heureusement, se manifeste actuellement dans de nombreux aspects des relations internationales.

La réalisation de ces objectifs sera facilitée par une attitude qui permettra d'attaquer les problèmes réels dès que possible, sans atermoiements inutiles, sans perdre de temps dans des discussions de procédure. Il s'agit avant tout d'aborder le travail selon un plan bien structuré qui, tout en tenant compte de l'urgence de notre rôle, permette une répartition logique et efficace des différentes catégories de problèmes.

Ce dont nous avons besoin, en premier lieu, c'est de la volonté politique sincère de créer les conditions pour garantir le progrès et l'aboutissement que nous nous sommes fixés comme objectif à Paris.

Dans cette enceinte marquée par des interventions prestigieuses de personnalités qui ont laissé leurs marques profondes sur la voie du désarmement, et dont les paroles ont été inspirées par des considérations d'une portée très élevée, je ne voudrais pas entrer dans les détails des moyens à mettre en oeuvre pour atteindre notre objectif. Il existe pour cela des modalités, des lieux et des circonstances plus adéquats.

Ce dont je puis vous donner l'assurance, c'est que le Groupe occidental recherchera avec toutes les autres délégations la voie la plus réaliste, la plus efficace et la plus rapide pour arriver à la conclusion d'une convention qui libérera l'humanité de cette hantise que représentent les armes chimiques.

Cette cause est universelle, elle nécessite le soutien de tous les Etats et est digne de transcender les intérêts partisans. Ceci est aussi un des messages laissés par la Conférence de Paris.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Belgique, l'Ambassadeur Houille, pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. La liste des orateurs est épuisée pour ce matin. Y a-t-il d'autres membres qui voudraient intervenir ? Je donne la parole au représentant de la Chine, l'Ambassadeur Fan.

M. FAN Guoxiang (Chine) (traduit du chinois) : Je tiens tout d'abord à m'associer aux orateurs précédents et à présenter mes vives condoléances à l'occasion de la disparition prématurée de Mlle Aida Levin. Mlle Levin avait énormément contribué aux travaux de la Conférence; en particulier alors que je présidais le Groupe des sept, elle avait fait preuve d'une très grande compétence et sa collaboration m'avait été fort précieuse.

Je voudrais aussi, en ma qualité de chef de la délégation chinoise, vous adresser, Monsieur le Président, mes félicitations les plus chaleureuses à l'occasion de votre accession à la présidence pour le premier mois de la session de 1989 de la Conférence. Les relations entre la Chine et l'Italie sont depuis longtemps marquées du sceau de la coopération amicale, qui s'est encore renforcée durant ces dernières années. Au seuil de cette nouvelle session, votre tâche sera certainement lourde, mais je suis convaincu que vos talents et votre expérience de diplomate permettront de donner à la Conférence un bon départ. Je voudrais saisir cette occasion pour souhaiter la bienvenue à nos nouveaux collègues, les Ambassadeurs de l'Australie, du Pakistan, de la République démocratique allemande, de la Suède, de l'Inde et de la Belgique, et je tiens à les assurer de ma collaboration étroite.

Après avoir écouté attentivement la déclaration faite par le représentant du Kenya au nom du Groupe des 21, ainsi que celle qu'a prononcée l'Ambassadeur de la Belgique au nom du Groupe occidental, je voudrais brièvement énoncer le point de vue de la délégation chinoise. La Chine n'a pas laissé d'attacher une grande importance aux négociations sur l'interdiction des armes chimiques et est en faveur de la conclusion rapide d'une convention visant à interdire globalement et à détruire complètement ce type d'arme de façon que l'humanité puisse être débarrassée à jamais de ce fléau. La délégation chinoise poursuivra ses efforts dans ce sens.

La situation internationale actuelle a évolué de l'affrontement au dialogue et c'est là une circonstance tout à fait favorable pour les négociations consacrées à la convention sur les armes chimiques. La Conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques s'est tenue, le mois dernier, à un haut niveau politique et la Déclaration finale adoptée à l'unanimité par 150 pays reflète la volonté partagée de la communauté internationale. Les Etats participants ont unanimement engagé la Conférence du désarmement à redoubler d'efforts et à conclure dans les délais les plus rapprochés une convention interdisant les armes chimiques. La Conférence du désarmement doit répondre par des actions concrètes. Notre pays partage en conséquence l'opinion du Groupe des 21 selon laquelle la Conférence du désarmement devrait, à la lumière des faits nouveaux, confier au Comité spécial des armes chimiques un mandat plus approprié. Notre délégation estime qu'il convient d'inclure dans le mandat l'interdiction d'emploi. La Conférence a examiné cette question à maintes reprises durant la première moitié des années 80. Les vues des différentes parties ont peu à peu convergé. L'avis général est que la future convention devrait incorporer des éléments sur l'interdiction d'emploi. En fait, l'article premier du projet actuel contient déjà cet élément. Pour cette raison, sa traduction dans le mandat ne devrait poser aucun problème. Quant à la proposition visant à supprimer les mots "exception faite de sa rédaction finale", la délégation chinoise n'éprouve aucune difficulté à cet égard. En outre, afin de tenir dûment compte des résultats de la Conférence de Paris, on pourrait utilement envisager la possibilité d'adopter

(M. Fan Guoxiang, Chine)

la formule figurant dans la Déclaration finale, c'est-à-dire "dans les délais les plus rapprochés", au lieu des termes "aussi rapidement que possible" employés dans le mandat original du Comité spécial.

La délégation chinoise est en faveur de la modification du mandat du Comité spécial, tout en étant également disposée à adopter une attitude souple et à prendre sérieusement en considération les vues des autres délégations. Nous espérons par ailleurs que la question du mandat ne prendra pas trop de temps. Nous devrions entamer dès que possible les négociations de fond et nous efforcer, par des actions concrètes, de conclure dans les délais les plus rapprochés la convention sur les armes chimiques.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Chine, l'Ambassadeur Fan, pour sa déclaration ainsi que pour les paroles aimables qu'il a eues à mon égard et à celui de mon pays. Y a-t-il d'autres membres qui souhaiteraient intervenir ? Je donne la parole au représentant de la Bulgarie, l'Ambassadeur Kostov.

M. KOSTOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : Je tiens tout d'abord à me joindre à ceux qui vous ont félicité, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois de février. Je voudrais ensuite, au nom du Groupe de pays socialistes, exprimer nos condoléances à l'occasion de la disparition prématurée de Mlle Aida Levin, membre du secrétariat.

Comme il l'a déclaré à maintes reprises, le Groupe de pays socialistes est en faveur d'accélérer les efforts de la Conférence à l'égard de tous les points de l'ordre du jour. Nous attachons une importance particulière à la convention sur les armes chimiques, comme l'a souligné notre pays dans la déclaration prononcée par notre représentant à la Conférence de Paris. Nous applaudissons bien entendu les résultats de cette Conférence qui a été, selon nous, un franc succès pour toute la communauté internationale. Nous estimons que l'énoncé de la Conférence de Paris concernant la nécessité pour la Conférence du désarmement de redoubler d'efforts devrait se traduire de façon appropriée dans le mandat du Comité des armes chimiques. D'autre part, nous tenons à dire que vos efforts, Monsieur le Président, devraient permettre de résoudre rapidement la question de la procédure afin de ne pas lui consacrer trop de temps et de commencer les travaux de fond de la Conférence. A cet égard, nous appuyons la déclaration du Groupe des 21 et nous souhaitons que des consultations soient engagées rapidement afin de trouver une solution appropriée à ce problème. Nous pensons aussi que le mandat du Comité sur l'espace devrait être amélioré et nous comptons en discuter avec vous, Monsieur le Président.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Bulgarie, l'Ambassadeur Kostov, pour sa déclaration au nom du Groupe de pays socialistes et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Il ne semble pas y avoir d'autres intervenants.

(Le Président)

Je viens d'apprendre que le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères de la France, S. E. M. Roland Dumas, doit maintenant arriver sous peu à Genève en raison d'une amélioration des conditions météorologiques qui l'avaient empêché d'être parmi nous ce matin. Je voudrais donc proposer de reprendre la séance plénière à 15 h 30, après le déjeuner auquel le Ministre nous convie à 13 heures. S'il n'y a pas d'objections, nous procéderons de cette manière.

Il en est ainsi décidé.

Comme il a été convenu au cours des consultations officieuses tenues la semaine dernière, je vais maintenant suspendre la séance plénière et convoquer immédiatement une réunion officieuse de la Conférence pour examiner l'ordre du jour et le programme de travail, la reconstitution de deux organes subsidiaires et les demandes de participation adressées par des Etats non membres de la Conférence.

La séance est suspendue; elle est reprise à 12 h 30.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : La 484ème séance plénière de la Conférence du désarmement est reprise.

Suite à ce qui a été convenu lors de la réunion officieuse au sujet d'un certain nombre de questions d'organisation, je vais maintenant procéder à l'adoption officielle des décisions prises.

La Conférence est saisie pour décision du document de travail CD/WP.354 contenant le projet d'ordre du jour provisoire de la session annuelle et le programme de travail pour la première partie de cette session. En l'absence d'objections, je considérerai que la Conférence adopte ce projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

Le projet de décision suivant dont est saisie la Conférence est le document de travail CD/WP.355 concernant le rétablissement du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. En l'absence d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

Je passe maintenant au document de travail CD/WP.356 contenant un projet de décision sur le rétablissement du Comité spécial des armes radiologiques. En l'absence d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

(Le Président)

Nous examinerons maintenant les demandes de participation à nos travaux émanant d'Etats non membres. Le secrétariat a distribué les projets de décision pertinents dans le document CD/WP.357 et les additifs 1 à 17 qui concernent les Etats non membres suivants : Norvège, Espagne, Finlande, Suisse, Autriche, Irlande, Malaisie, Nouvelle-Zélande, République populaire démocratique de Corée, Portugal, Danemark, Turquie, République de Corée, Sénégal, Bangladesh, Grèce, Tunisie et Saint-Siège.

Etant donné qu'aucune objection n'a été soulevée lorsque les communications de ces Etats non membres ont été distribuées, et que j'ai noté un accord lors de la réunion officieuse, je suggérerai d'adopter en bloc ces projets de décision. En l'absence d'objections, je considérerai que la Conférence adopte les projets de décision.

Il en est ainsi décidé.

Comme vous le savez, le mandat du Comité spécial sur le Programme global de désarmement court jusqu'à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale et il n'est donc point besoin de reconstituer ce comité. En conséquence, le Comité spécial pourra entamer ses travaux sous la direction éclairée de l'Ambassadeur García Robles du Mexique dès qu'on le jugera approprié.

Je voudrais maintenant donner la parole au Secrétaire général de la Conférence et Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU, l'Ambassadeur Komatina, qui fera une brève déclaration concernant les services mis à la disposition de la Conférence.

M. KOMATINA (Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies) (traduit de l'anglais) : Comme le savent les membres de la Conférence, l'Organisation continue de faire face à une situation financière critique. Ainsi que cela a été le cas durant les sessions de 1987 et 1988, la Conférence doit envisager le moyen d'appliquer les mesures de réduction de 30 % pour les services qui lui sont alloués. Cette réduction doit s'appliquer, comme lors des années précédentes, au nombre des séances hebdomadaires. Comme en 1988 également, pareilles économies signifieraient en pratique que l'on pourrait assurer tous les services de conférence à 10 séances par semaine et à 15 séances par semaine pendant les sessions du Groupe spécial d'experts scientifiques. Autrement dit, la Conférence pourra tenir deux séances quotidiennes pendant toute la session de 1989, plus une séance quotidienne supplémentaire quand le Groupe spécial d'experts scientifiques siège.

Au fur et à mesure qu'avanceront les travaux de la Conférence, il pourra se révéler nécessaire d'enchaîner les réunions des organes subsidiaires avec celles d'autres comités ou groupes de travail. C'est ce que l'on faisait autrefois pour empêcher le gaspillage des ressources si les trois heures imparties à chaque réunion n'étaient pas utilisées pleinement. La ponctualité est également importante à cet égard. Je rappellerai que les prédécesseurs de la Conférence ont établi un système visant à ne pas retarder de plus de cinq minutes l'heure fixée pour l'ouverture de toutes les séances et réunions.



(M. Komatina, Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU)

Je ferai aussi remarquer que nous ne mettons pas à profit tous les services qui nous sont alloués. Pour votre information, la Conférence et ses organes subsidiaires ont perdu, en 1988, 83 heures et 55 minutes pour avoir ouvert les séances en retard et 174 heures et 50 minutes pour avoir terminé plus tôt que prévu.

Il est également entendu qu'il n'est pas possible de tenir des réunions dotées de services de conférence complets le soir ou pendant les week-ends.

Je noterai également qu'avec la persistance des difficultés financières, les mesures approuvées par la Conférence à sa réunion officielle du 22 avril 1986 concernant la documentation continuent de s'appliquer, et que tous les documents doivent être présentés en temps voulu pour que l'on puisse mettre en oeuvre ces mesures effectivement et économiser sur le coût de la documentation.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le Secrétaire général de la Conférence et Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU. Durant les consultations qui ont eu lieu la semaine passée, j'ai noté que les membres acceptaient les dispositions que vient d'énoncer l'Ambassadeur Komatina. Nous agissons donc en conséquence.

Il n'y a plus de questions à examiner ce matin. J'ai l'intention de suspendre la séance plénière jusqu'à 15 h 30, comme je l'ai déjà annoncé.

La séance est suspendue à 12 h 35; elle est reprise à 16 heures.

Le PRESIDENT : La 484ème séance plénière de la Conférence du désarmement est reprise.

Permettez-moi de souhaiter la bienvenue à la Conférence du désarmement au Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères de la France, S. E. M. Roland Dumas, qui va prendre la parole aujourd'hui. Sa présence à la Conférence montre, une fois de plus, l'importance que la France attache à nos travaux et à toutes les questions concernant le désarmement en général.

Je voudrais souligner l'effort de la France dans l'organisation et sa contribution au succès de la Conférence de Paris des Etats parties au Protocole de Genève de 1925 et des autres Etats intéressés, et - en particulier - le rôle de S. E. M. Roland Dumas en tant que Président de cette Conférence. Avec son prestige et son savoir, il s'est engagé à assurer le résultat final de la Conférence qui sera, sans nul doute, un facteur très positif pour nos négociations.

Le consensus obtenu à Paris à l'issue de la Conférence a été l'un des plus importants que la communauté internationale ait jamais atteint sur une question de désarmement. Au nom de la Conférence, j'aimerais remercier chaleureusement S. E. M. le Ministre des affaires étrangères de la France pour son intérêt envers la Conférence et surtout les armes chimiques. Je donne maintenant la parole à S. E. M. Roland Dumas.

M. DUMAS (France) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous présenter mes excuses du fait que les circonstances météorologiques m'ont contraint à rejoindre Genève un peu tardivement et ont engendré - si je comprends bien - quelques changements dans votre ordre du jour. Monsieur le Président, mes premiers mots seront pour vous dire la satisfaction que nous éprouvons à vous voir présider les travaux de notre Conférence pour le mois de février. Nous tenons à vous exprimer tous nos vœux de succès pour cette importante responsabilité et à vous assurer de l'entière coopération de la délégation française à cet égard. Nous sommes certains que vous saurez diriger, avec l'habileté et la compétence que nous vous connaissons, nos travaux au cours de cette période marquée par l'élan donné par les résultats de la Conférence de Paris, que vous avez bien voulu mentionner, et je vous en remercie. Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer également les remerciements et la gratitude de la délégation française au représentant de l'Iran, M. Ardakani, pour les résultats très positifs qu'il a su obtenir lors de sa présidence ces mois derniers.

Laissez-moi vous dire tout d'abord combien je suis heureux de prendre aujourd'hui la parole devant la Conférence du désarmement. J'avais certes prévu de le faire en tant que représentant du pays hôte de la récente Conférence sur l'interdiction des armes chimiques. Mais il m'est donné également de le faire - grâce à la confiance que vous venez de témoigner à la France et dont je vous remercie tous très vivement - en tant que Ministre des affaires étrangères du pays qui exercera cette année la présidence de votre Comité spécial des armes chimiques. Croyez bien que nous sommes sensibles à l'honneur et à la responsabilité qui nous sont ainsi conférés.

J'ai souhaité prendre la parole aujourd'hui, à l'ouverture de cette nouvelle session de la Conférence du désarmement, dans le dessein de lui apporter officiellement l'Acte final de la Conférence de Paris.

Vous connaissez tous déjà ce document, la plupart d'entre vous pour avoir personnellement pris part à son élaboration, à Paris même. Je vous remercie d'ailleurs très vivement de votre soutien et de votre contribution, qui ont aidé au succès de la Conférence internationale.

Mais l'apporter ici, moi-même, avait à mes yeux valeur de symbole : le sens de ma démarche est de vous encourager à "transformer l'essai", comme disent les sportifs, et à recueillir, au sein de votre Comité spécial qui élabore la convention d'interdiction complète des armes chimiques, les fruits de l'impulsion politique donnée aux travaux de Genève par 149 pays réunis à Paris.

Après un mois de recul, quelle lecture peut-on faire de ce document ? Je dirai qu'il fournit une référence en même temps qu'il donne un élan à nos travaux :

Une référence, tout d'abord : il rétablit dans toute sa fermeté le socle indispensable à vos délibérations, en confirmant la volonté de la communauté internationale tout entière de mener à bien l'entreprise du désarmement chimique.

(M. Dumas, France)

Cette volonté commune, certains doutaient qu'elle existât encore. Les uns parlaient d'une banalisation de l'usage de l'arme chimique, les autres affirmaient que certains contextes régionaux pouvaient justifier son acquisition. Le pari que nous avons fait en réunissant la Conférence de janvier était qu'aucun pays ne pourrait refuser, face à la communauté de sentiments de tous les autres, l'idée que le désarmement chimique était une cause juste, méritant d'être poursuivie pour elle-même et menée à bien sans retard.

Ce pari nous l'avons, tous ensemble, gagné.

L'espoir que j'en tire est que le consensus obtenu à Paris nous permette d'anticiper une adhésion universelle à la Convention qu'auront mise au point les Etats membres de la Conférence du désarmement.

Sur quoi ce consensus repose-t-il ? Comment se traduit, dans la pratique, cette "référence" dont je parlais ? Je vais m'efforcer de répondre à ces deux questions.

Reprenant brièvement les articles de la Déclaration, je dirais qu'en premier lieu se trouve désormais consacré le lien entre l'actuelle interdiction d'usage et la future convention, qui, elle, prohibera non seulement l'usage, mais aussi la fabrication, le stockage et le transfert des armes chimiques : 149 Etats se sont déclarés "résolus à prévenir tout recours aux armes chimiques en les éliminant complètement". Cette formule - que je viens de rappeler - de la Déclaration de Paris me paraît résumer parfaitement la thèse qu'avait développée le Président de la République française en disant : "on ne parviendra pas à l'interdiction complète si l'on ne réaffirme pas aujourd'hui la prohibition de l'usage. Cette prohibition sera à son tour d'autant mieux assurée que la fabrication, le transfert et le stockage seront devenus impossibles".

Au-delà de la différence des engagements juridiques qui existent actuellement entre les Etats, selon qu'ils sont ou non parties au Protocole de 1925, ou qu'ils y ont fait des réserves, nous savons, vous savez, désormais qu'il existe une conviction commune à 149 Etats, conviction qui permet de passer du Protocole de 1925 à une convention universelle : la condamnation générale de l'emploi de l'arme chimique.

Deuxième élément de référence dans la Déclaration de Paris : l'endos politique qui y est pour la première fois donné à la philosophie du Protocole de 1925 par un plus grand nombre d'Etats que ses seuls signataires. Les 149 Etats ont reconnu "l'importance" du Protocole et sa "validité continue". Ils ont appelé ceux qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au Protocole et 12 d'entre eux ont déjà répondu positivement à cet appel.

Là encore, face aux craintes de ceux qui prédisaient une banalisation de l'usage des moyens chimiques vouant à l'échec la négociation ici même d'une convention nouvelle, nous avons établi de la sorte une nouvelle raison de persévérer, un nouveau motif de confiance dans la sagesse des peuples.

(M. Dumas, France)

Troisième encouragement, essentiel pour les 40 pays qui négocient ici, comme pour ceux qui, non membres de la Conférence du désarmement, sont maintenant clairement invités à contribuer à ces travaux : la nécessité a été réaffirmée à Paris de forcer l'allure à Genève, sans négliger les difficultés qui demeurent mais au contraire pour les résoudre aussi promptement que possible.

La Déclaration de Paris fera référence : nous serons comptables dans les semaines à venir de la traduction que nous aurons su donner à cette impulsion politique.

Je reviendrai tout à l'heure, si vous le voulez bien, sur la manière dont je conçois la relance des travaux menés ici.

Quatrième domaine où la Déclaration de Paris me paraît constituer une référence : la prévention de la prolifération des moyens chimiques. Il est clair pour tous maintenant, du moins je le crois, qu'il faut se garder d'appliquer à l'arme chimique une logique qui opposerait les nantis aux désarmés.

Refusons donc d'opposer les uns et les autres, et travaillons ensemble, pays industriels et pays en développement, puissances militaires chimiques et puissances dépourvues d'armes, à réduire une tendance préoccupante, dont la seule cure définitive s'obtiendra par l'interdiction complète et vérifiée.

Et d'ici là, tant que la convention future n'a pas encore consacré cette interdiction, exerçons les uns et les autres, comme nous y invite la Déclaration de Paris, "maîtrise" et "sens des responsabilités", pour éviter que se produisent des développements que nous regretterions tous par la suite.

Il est un autre domaine où la Déclaration de Paris est d'une évidente utilité, celui qui concerne l'appui confirmé par les 149 Etats au rôle des Nations Unies.

Il s'agit notamment des pouvoirs d'enquête confiés au Secrétaire général, en vertu de procédures à l'origine desquelles, je me permets de le rappeler, la France s'honore de se trouver, avec la résolution 37/98 D. Je tiens à saluer ici aujourd'hui la présence des experts qui se trouvent réunis pour la seconde fois et ont pour tâche, comme le dit la Déclaration de Paris, de "renforcer l'efficacité des procédures existantes".

Ces procédures, nous le savons, laissent une marge d'appréciation au Secrétaire général. Il importe que, lorsqu'il décide de les mettre en oeuvre, elles soient très promptement appliquées. Là encore, la Déclaration de Paris, qui "invite tous les Etats à coopérer en vue de faciliter l'action du Secrétaire général", nous indique la voie à suivre.

Un second aspect du rôle des Nations Unies souligné par la Déclaration de Paris a trait aux initiatives qui pourraient permettre à la communauté internationale d'exercer sa vigilance en matière d'interdiction de

(M. Dumas, France)

l'utilisation des armes chimiques : certains ont jugé la Déclaration insuffisamment nette sur ce point. Il est clair pourtant qu'une telle expression vise les sanctions que l'on pourrait prendre à l'égard d'un Etat qui passerait outre.

Condamnation renouvelée de l'usage, définition du lien entre l'ancien Protocole et la future convention, nécessité de redoubler d'efforts à Genève et d'y régler les problèmes en suspens, analyse détaillée du phénomène de la prolifération, évocation précise du rôle essentiel des Nations Unies : sur tous ces points la Déclaration de Paris se présente pour vos travaux comme une référence.

Mais en même temps, comme je l'ai dit, elle donne une impulsion, elle exprime au nom de la communauté internationale une ardente obligation : celle de conclure à une date rapprochée une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi de toutes les armes chimiques, ainsi que sur leur destruction.

Ce sentiment d'urgence, rien ne vient le conditionner, sinon la conviction que demeurent des problèmes à résoudre. C'est leur existence qui nous a dissuadés de nous fixer une échéance précise : ce n'est pas une convention au rabais que nous voulons, mais une convention efficace et effectivement vérifiable. La résolution de ces problèmes doit être prompte.

Ces difficultés à résoudre, quelles sont-elles ? On peut les regrouper en cinq chapitres auxquels devraient correspondre les cinq groupes de travail dont je souhaite qu'ils soient la traduction immédiate et visible de notre détermination :

La vérification, tout d'abord : beaucoup plus difficile encore dans le domaine chimique que dans le domaine nucléaire, elle doit permettre d'assurer, non seulement que personne ne conserve en secret une quantité d'armes chimiques ou de précurseurs militairement significative, mais encore que personne ne pourra utiliser son industrie chimique pour produire de telles quantités, dans des conditions qui échapperaient même à l'inspection inopinée. Il vous faut donc élaborer tout un éventail de procédures, combinant inspection de routine et inspection par défi. L'essentiel ici est donc de s'assurer que le caractère nécessairement intrusif de ces procédures ne porte pas atteinte à la nécessaire protection du secret industriel et commercial.

A cet égard, je voudrais dire que j'attache beaucoup d'espoir aux résultats des inspections expérimentales que plusieurs pays, dont la France, sont en train de mener actuellement, ou viennent d'accomplir, auprès de leur industrie chimique nationale.

Deuxième chapitre à parachever : les aspects juridiques. Je ne m'y étendrai pas ici. Je voudrais simplement rappeler la nécessité de prévoir la meilleure articulation possible entre le Protocole de 1925 et la future convention.

(M. Dumas, France)

Troisième domaine où concentrer notre attention, les aspects institutionnels : les compétences des organes de la future convention, leur rôle en matière d'inspection, de détection des violations et de sanctions, l'articulation avec les mécanismes actuels liés aux organes des Nations Unies; la possibilité, par le biais du Conseil scientifique que propose la France, d'adapter en permanence la convention à l'évolution technologique. La délégation française va déposer prochainement un document sur le Conseil scientifique et nous espérons qu'il sera accueilli par vous avec faveur.

Quatrième domaine de difficulté : la définition du champ même de la négociation, où un progrès devrait être possible maintenant que l'Union soviétique a annoncé qu'elle renonçait à l'introduction d'une quatrième catégorie de produits à contrôler. Mais encore reste-t-il à s'entendre sur les définitions exactes des armes et des produits que l'on entend prendre en compte, sur les seuils jugés significatifs et, surtout, sur la manière de traiter les nouveaux agents, susceptibles d'apparaître et d'engendrer des préoccupations sérieuses. Je pense, ici, à la frontière de plus en plus floue qui existe entre le chimique et le biologique, notamment dans le domaine très difficile des toxines.

J'ai gardé pour la fin le cinquième domaine de réflexion, qui, après la vérification, me paraît le plus délicat, voire le plus difficile : il a trait à la période de transition durant laquelle les stocks seront détruits. Il concerne plus particulièrement deux problèmes : le maintien de la sécurité de tous pendant la transition, d'une part, et la montée en puissance de la convention, d'autre part. La montée en puissance de la convention tout d'abord : l'opinion aura pris conscience, lors de la Conférence de Paris, de l'un des dilemmes politiques que nous avons encore à résoudre ici : comment faire d'emblée de la convention un instrument universel, et non pas un simple accord bilatéral entre les deux principales puissances chimiques ? En réduire la dimension, vous le savez bien, serait manquer notre but.

La Déclaration de Paris à cet égard le reconnaît clairement, qui souligne "le caractère universel indispensable de la convention" et engage "tous les Etats à y devenir parties dès sa conclusion". J'insiste sur ces trois derniers mots, qui constituent une expression essentielle.

Mais nous avons à inventer les incitations indispensables pour ce faire, de telle sorte que ceux qui hésiteraient, soit qu'ils nourrissent des craintes dues à un contexte régional particulier, soit qu'ils redoutent devoir entraver le développement de leur industrie chimique civile, se persuadent de l'innocuité et du bien-fondé de l'accord qui leur sera proposé.

Et c'est là qu'une approche globale de la sécurité non diminuée pendant la période de transition me paraît essentielle; elle doit traiter ensemble de l'ordre de la destruction des stocks, du non-usage tant que des stocks existent encore, de l'assistance et de la protection, et enfin des sanctions applicables à ceux qui retarderaient le processus ou contourneraient leurs obligations. Il va de soi, naturellement, que cette question de la sécurité non diminuée est étroitement liée à la qualité du régime de vérification dont j'ai parlé tout à l'heure.

(M. Dumas, France)

Notre tâche, votre tâche, sur tous ces points est immense : tirant les conclusions logiques de la renonciation de la France à toute possibilité de produire des armes chimiques dès l'entrée en vigueur de la future convention, nous venons de retirer du "texte évolutif" les détails de notre proposition relative aux stocks de sécurité. Il ne nous reste plus, dans le texte en négociation, que des pierres d'attente, rappelant simplement la nécessité de définir un régime propre à assurer la sécurité de tous, alors que certains conserveront encore des stocks et que d'autres n'auront plus rien.

Nous voyons bien quels devraient être les éléments essentiels de ce futur régime : la solution réside notamment dans le refus de tout monopole, même temporaire; dans une destruction asymétrique des stocks des grands possesseurs et des autres; et enfin dans la mise sous contrôle des installations de production et de stockage.

Si nous parvenons à nous entendre rapidement sur un tel régime, si nous lui adjoignons des dispositions satisfaisantes sur l'assistance, si l'emploi des sanctions est prévu pour ceux qui ne respecteraient pas le calendrier de destruction, alors il me semble que nous aurions de bons arguments pour convaincre d'éventuels hésitants d'adhérer à la convention.

C'est dans cet esprit que la France a pris, par la voix de Monsieur le Président de la République à l'ONU, l'important tournant que vous savez, en annonçant qu'elle ne possédait pas d'armes chimiques et qu'elle n'en fabriquerait pas une fois la convention en vigueur.

Si le désarmement se poursuit, il n'y a aucune raison que la France n'en tire pas les conséquences. Or, notre volonté est qu'il se poursuive et qu'il parvienne dès que possible au résultat attendu : c'est le sens de ma venue ici aujourd'hui et du message que je vous adresse; c'est le sens de l'effort que nous avons fait en réunissant la Conférence de Paris et c'est, pour terminer, le message que je veux vous laisser; il est possible de conclure, il le faut, et cela suppose, ainsi que l'ont reconnu les 149 Etats présents à Paris, qu'il est possible de redoubler d'efforts pour apporter une solution satisfaisante aux cinq grands chapitres que j'ai évoqués devant vous.

Le travail considérable que la Conférence du désarmement a déjà accompli, et pour lequel je veux vous rendre, Messieurs les délégués, un hommage particulier, me convainc que le succès est à votre portée.

Le PRESIDENT : Je remercie Son Excellence le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères, de l'importante déclaration qu'il vient de faire et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Y a-t-il d'autres délégations qui désirent prendre la parole ?

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 9 février, à 10 heures.

La séance est levée à 16 h 25.

---